

COALITION

POUR UN AVENIR MEILLEUR

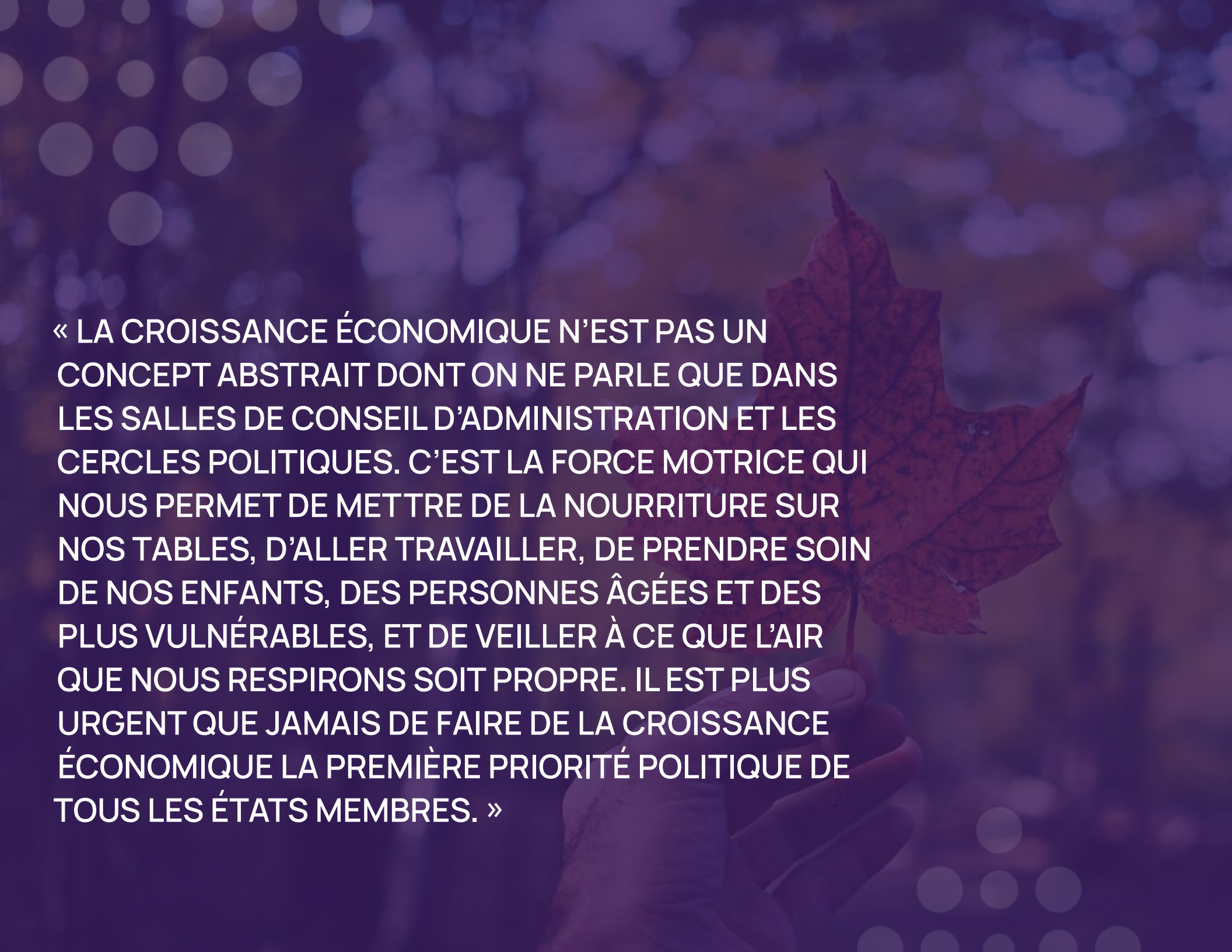


Croissance fragile :

il est urgent de poser des assises solides

Rapport sur les résultats du Tableau de bord de la Coalition pour un avenir meilleur

mars 2024

A hand holding a red maple leaf against a purple background with bokeh circles.

« LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE N'EST PAS UN
CONCEPT ABSTRAIT DONT ON NE PARLE QUE DANS
LES SALLES DE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES
CERCLES POLITIQUES. C'EST LA FORCE MOTRICE QUI
NOUS PERMET DE METTRE DE LA NOURRITURE SUR
NOS TABLES, D'ALLER TRAVAILLER, DE PRENDRE SOIN
DE NOS ENFANTS, DES PERSONNES ÂGÉES ET DES
PLUS VULNÉRABLES, ET DE VEILLER À CE QUE L'AIR
QUE NOUS RESPIRONS SOIT PROPRE. IL EST PLUS
URGENT QUE JAMAIS DE FAIRE DE LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE LA PREMIÈRE PRIORITÉ POLITIQUE DE
TOUS LES ÉTATS MEMBRES. »



TABLE DES
Matières

Message de nos co-présidentes	1
Noter les progrès	2
Sommaire	3
Vivre mieux	7
Gagner mondialement	9
Une croissance durable	11
Comblent la fracture numérique entre les régions urbaines et rurales	13
Conclusion	15
Annexe	17

Nos coprésidentes

La Coalition pour un avenir meilleur représente une communauté diversifiée et croissante de chefs d'entreprise, d'organismes communautaires et civiques, de défenseurs de politiques sociales, de jeunes, de groupes autochtones, d'ONG environnementales et de citoyens conscients.

Nous apportons tous un point de vue unique, mais nous sommes unis dans notre conviction que la croissance économique est une condition préalable nécessaire à la création d'emplois, à l'augmentation des revenus, à un environnement plus sain et à une meilleure qualité de vie.

Au cœur de notre action, nous nourrissons la conviction que les décisions que nous prenons aujourd'hui en tant que décideurs politiques, entreprises, intervenants et particuliers détermineront le niveau de prospérité du Canada pour les années à venir.

Cette conviction est inscrite dans les objectifs spécifiques que nous nous sommes fixés pour le pays d'ici la fin de la décennie. Le Tableau de bord regroupe un total de 21 indicateurs. Ces indicateurs évaluent notre compétitivité et notre bien-être général et nous permettent de déterminer si le Canada est en bonne voie pour atteindre son plein potentiel économique.

Certains de ces indicateurs sont destinés à déterminer dans quelle mesure nos entreprises atteignent une dimension mondiale grâce à l'innovation et à l'investissement. Ils mesurent également notre capacité à créer des champions mondiaux d'origine canadienne - à « gagner mondialement ».

Une autre série d'indicateurs porte sur l'importance d'une croissance durable. Ils témoignent de l'importance de porter une attention particulière aux résultats à long terme, que ce soit, par exemple, en plaçant l'environnement au premier plan des décisions politiques ou en prévenant les vulnérabilités de nos finances extérieures.

Une troisième série d'indicateurs évalue les facteurs économiques fondamentaux sous-jacents et détermine si notre croissance est inclusive et équitable, car si la prospérité n'est pas partagée, elle est fragile. C'est ce que nous appelons « Vivre mieux ».

On peut choisir de mesurer les progrès de différentes manières, mais chacun de ces 21 paramètres est un indicateur internationalement reconnu du développement économique ou social d'un pays.

Nous croyons que si le Canada s'engage à atteindre ces objectifs, nous pourrions mettre sur pied une des économies les plus compétitives, inclusives et durables au monde.

Enfin, quelques mots sur notre conseil consultatif. Nous avons apprécié les échanges stimulants que nous avons partagés au cours de l'année. Nous vous sommes reconnaissants de votre apport, qui contribue à l'avancement de la mission de la Coalition. Vous ne cessez de nous surprendre. Nous vous en remercions.

Nous croyons que si le Canada s'engage à atteindre ces objectifs, nous pourrions mettre sur pied une des économies les plus compétitives, inclusives et durables au monde.

Enfin, quelques mots sur notre conseil consultatif. Nous avons apprécié les échanges stimulants que nous avons partagés au cours de l'année. Nous vous sommes reconnaissants de votre apport, qui contribue à l'avancement de la mission de la Coalition. Vous ne cessez de nous surprendre. Nous vous en remercions.



Anne McLellan

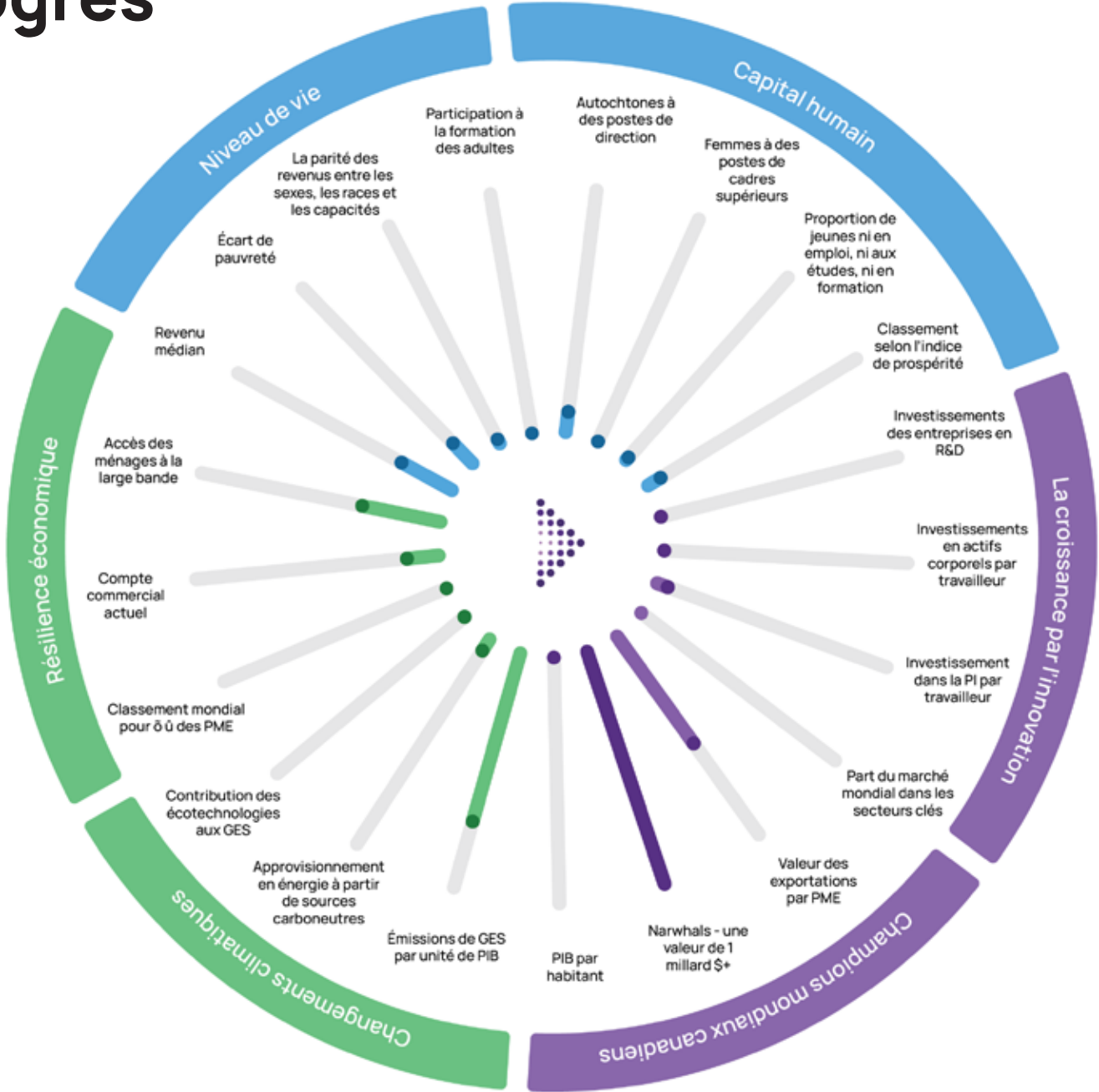
L'Honorable Anne McLellan



Lisa Raitt

L'Honorable Lisa Raitt

Noter les progrès



Une croissance fragile : il est urgent de poser des assises solides

Lorsque nous avons publié notre premier rapport annuel sur le Tableau de bord annuel portant sur l'état des lieux de l'économie canadienne il y a environ un an, nous avons exprimé notre inquiétude devant la faiblesse persistante de l'économie qui menaçait de compromettre notre prospérité future. Nous avons invité les décideurs politiques à agir d'urgence.

Un an plus tard, nos inquiétudes sont encore plus vives.

En ce qui concerne les importants indicateurs relatifs au niveau de vie, à savoir la production par habitant et la productivité du travail, nous allons dans la mauvaise direction.

Il y a des signes qui indiquent que les résultats en matière de répartition pourraient également s'aggraver, et ce, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et de l'inflation. Les jeunes et les travailleurs les plus marginalisés, tels que les immigrants et les Canadiens racialisés, sont particulièrement touchés.

Notre transition vers l'énergie verte n'est pas claire.

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas progressé. Il y a de nombreuses raisons de nous réjouir.

Les revenus et les salaires ont affiché un redressement après la pandémie, et l'économie canadienne s'est mieux comportée que ce à quoi nous nous attendions, malgré la hausse des coûts d'emprunt. C'est là un signe de résilience. Le marché du travail du pays reste historiquement vigoureux, ce qui contribue à soutenir les revenus des ménages.

N'oublions pas non plus que nous avons la chance de bénéficier d'une relative stabilité dans un monde en pleine ébullition. Mais c'est une raison de plus pour ne rien tenir pour acquis.

Les données relatives à la productivité peuvent sembler obscures, mais il s'agit d'une mesure essentielle pour évaluer le potentiel de prospérité économique d'un pays. Lorsqu'elle est à la traîne, la productivité peut avoir l'effet d'une limite de vitesse pour les salaires, les revenus et l'économie dans son ensemble. Si nous sommes moins productifs, nos entreprises seront moins

compétitives. Et si nos entreprises ne sont pas compétitives, leur capacité de payer des salaires plus élevés sera réduite.

Les résultats du Canada en matière de productivité sont lamentables. Nous connaissons actuellement la plus forte baisse de productivité hors récession depuis au moins les années 1950.

Le Fonds monétaire international a publié à la fin de l'année 2023 des projections selon lesquelles le PIB par habitant du Canada n'augmenterait que de 1,7 % au cours de la période de six ans allant jusqu'en 2028. Il s'agirait de la troisième croissance la plus faible parmi les 41 pays avancés. Au cours de la même période, on prévoit que le PIB par habitant des États-Unis devrait augmenter de 9,2 %.

La crise du logement au Canada impose des contraintes supplémentaires en matière de croissance économique. Elle limite, par exemple, notre capacité à tirer parti de l'immigration pour stimuler notre économie.

Tout cela se produit à un moment où le péril guette toutes les économies du monde.

La mondialisation est remise en question. La politique est de plus en plus le moteur de l'économie, et non l'inverse. L'incertitude macroéconomique devient la norme. La scène économique est en mutation.

Nombreux sont ceux qui craignent que nous vivions désormais dans un monde marqué par les perturbations et les crises.

Nous n'essayons pas de brosser un tableau sombre de la situation. Mais tous ces facteurs témoignent de l'urgence de s'entendre sur l'essentiel. Nous ne pouvons pas sous-estimer la tâche qui nous attend.

Il n'y a pas de panacée pour relever ces défis. Il nous incombe à tous de chercher des solutions. Nous pourrions ainsi faire mieux, mettre en œuvre une croissance plus durable et augmenter notre résilience.

DIRECTION



VULNÉRABILITÉ



RYTHME



Vivre mieux :

BLOQUÉE

MOYENNE

À LA TRAÎNE

Gagner mondialement :

BLOQUÉE

MOYENNE

À LA TRAÎNE

Croissance durable :

PROGRÈS

ÉLEVÉE

MOYEN

PRINCIPALES CONCLUSIONS



Par habitant, notre économie est non seulement au point mort, elle se contracte. Le PIB réel par habitant a chuté au cours de l'année écoulée plus rapidement qu'à n'importe quel moment depuis au moins six décennies en dehors d'une récession, et nous produisons moins par personne aujourd'hui qu'en 2018.

+3,5 %

Le revenu médian canadien provenant des salaires rajustés en fonction de l'inflation - un de nos 21 indicateurs - a fortement rebondi en 2021, augmentant de 3,5 pour cent au cours de l'année, selon les dernières données du sondage de Statistique Canada sur les revenus. Il s'agit d'une solide amélioration des revenus réels - la plus élevée depuis au moins dix ans - qui compense largement la baisse des revenus au cours de l'année pandémique 2020.

2,8 m

2,8 millions de Canadiens vivaient dans la pauvreté en 2021. Ce chiffre est en hausse par rapport aux 2,4 millions de 2020, mais en baisse par rapport aux 5 millions de 2015. Les vulnérabilités à surveiller à l'avenir sont l'insécurité du logement, les dommages potentiels à long terme de la pandémie sur des éléments tels que le niveau d'éducation, ainsi que l'impact de tout ralentissement économique immédiat sur les salaires des travailleurs peu qualifiés.

2,4 %

La part des postes de direction occupés par les Premières Nations, les Inuits et les Métis est tombée à 2,4 % en 2023, contre 2,7 % l'année précédente. Cela représente moins de la moitié de l'objectif de 5 % fixé par la Coalition pour les postes de direction. Les femmes n'ont pas connu d'augmentation perceptible de leur part des postes de direction depuis des années.

0,6 %

En pourcentage du PIB réel, la R&D des entreprises a oscillé autour de 0,6 % l'année dernière, ce qui a peu changé par rapport à 2022, mais est légèrement inférieur aux niveaux d'avant la pandémie. L'objectif de la Coalition est que les dépenses de R&D des entreprises atteignent 1,8 % du PIB d'ici 2030. Au Canada, la R&D des entreprises est bien inférieure à celle de pays comme les États-Unis, dont les entreprises dépensent trois fois plus que nous en pourcentage de l'économie.

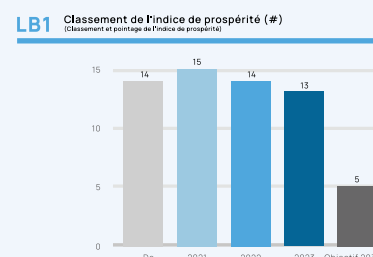
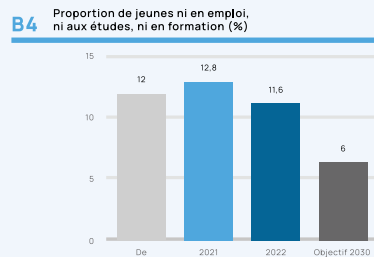
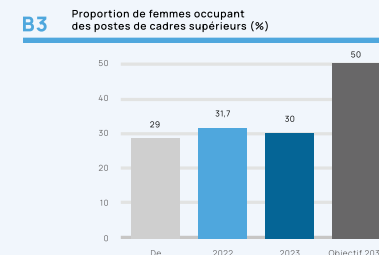
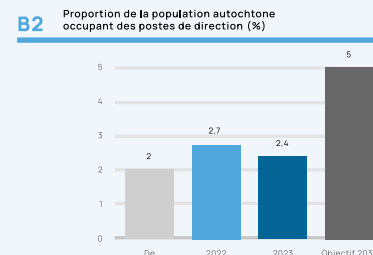
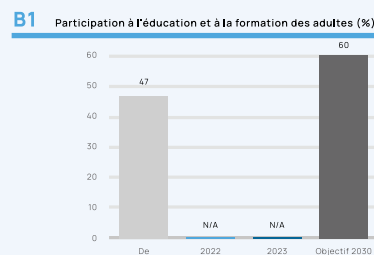
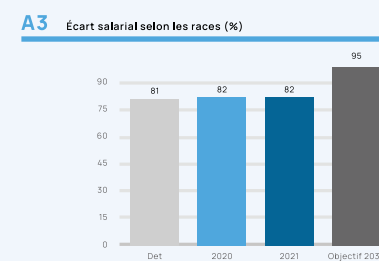
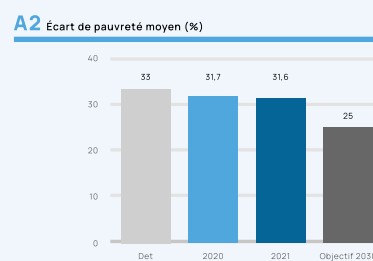
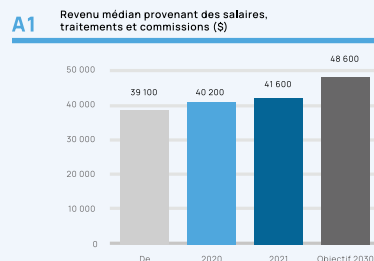


La croissance des secteurs des technologies propres au Canada est au point mort depuis des années et leur part dans l'économie globale diminue. Cette évolution est inquiétante. Selon les dernières données, le PIB généré par les secteurs des produits environnementaux et des technologies propres - rajusté en tenant compte de l'inflation - a en fait légèrement diminué en 2022. Nous sommes loin de notre objectif de tripler cette contribution d'ici à 2030.

La croissance en un coup d'œil

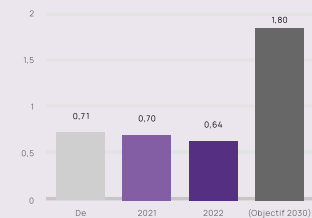
Des objectifs ambitieux ont été fixés pour les trois piliers afin de parvenir à une croissance à long terme, inclusive et durable

Vivre mieux

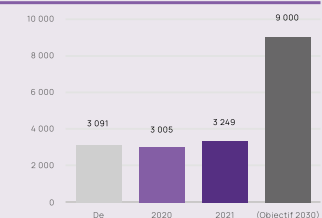


Gagner mondialement

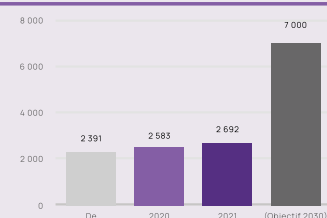
C1 DERD financées par le secteur des entreprises (% PIB)



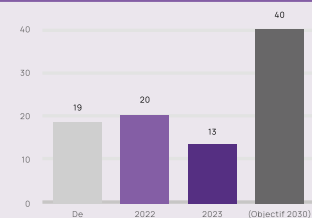
C2 Investissement en actifs corporels productifs par travailleur (\$ USD)



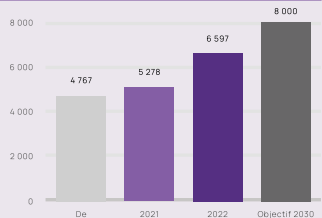
C3 Investissement dans la propriété intellectuelle par travailleur (\$ USD)



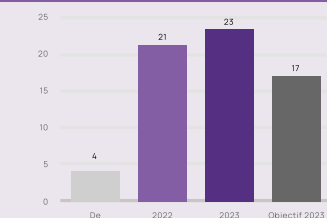
D1 Leaders mondiaux canadiens (#)



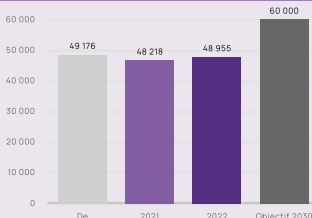
D2 Valeur moyenne des exportations par PME (\$)



D3 Nombre de « Licornes » (#)

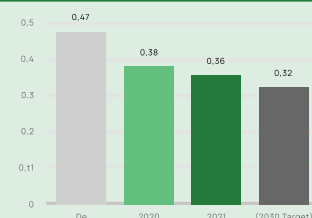


GT1 PIB par habitant (\$, PPA)

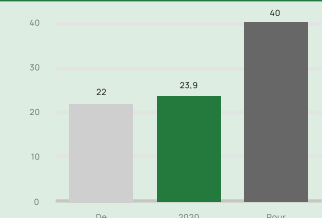


Une croissance durable

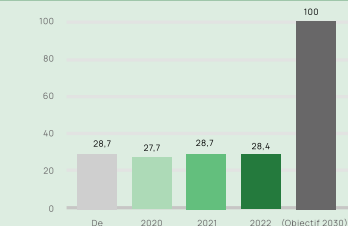
E1 Émissions de GES par milliard de dollars de PIB (Mt CO₂e)



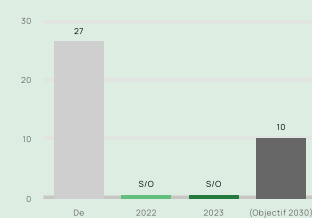
E2 Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (%)



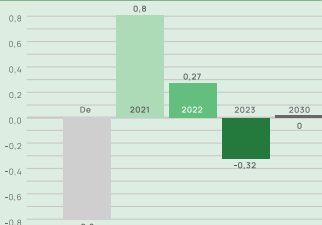
E3 Contribution des technologies propres au PIB(\$)



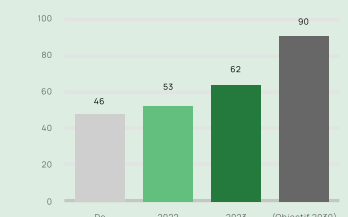
F1 Classement pour le financement des PME (#)



F2 Balance des paiements courants (% PIB)



F3 Accès à la bande passante à haut débit en milieu rural (%)



Mieux vivre

Former la main-d'œuvre la plus judicieuse, la plus diversifiée et la mieux branchée au monde

DIRECTION



BLOQUÉE

VULNÉRABILITÉ



MOYENNE

RYTHME



À LA TRAÎNE

Introduction

Notre premier pilier se rapporte aux facteurs qui améliorent le niveau de vie. L'objectif est de promouvoir des politiques et des pratiques qui amélioreront la vie de chacun d'entre nous. Nous pouvons y parvenir en instaurant la main-d'œuvre la plus judicieuse, la plus diversifiée et la mieux branchée au monde.

Pour mesurer les avancées accomplies dans ce domaine, nous suivons huit indicateurs, de la rapidité de la croissance des revenus à la proportion de femmes occupant des postes de direction.

Les résultats illustrent que nous sommes encore loin de nos objectifs et que le rythme d'avancement est lent.

Amélioration du niveau de vie

La bonne nouvelle, c'est que les salaires et les revenus ont rattrapé leur retard depuis un an et demi.

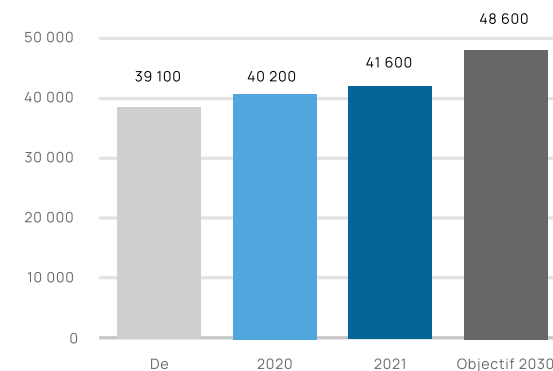
Le revenu salarial médian canadien, rajusté selon l'inflation, a connu un net rebond en 2021. Il a augmenté de 3,5 % au cours de l'année, selon les dernières données du sondage de Statistique Canada sur les revenus. (Les données sont décalées et ne sont mises à jour qu'une fois par an.)

Il s'agit d'une nette amélioration des revenus réels, les plus élevés depuis au moins dix ans. Elle compense plus que largement la baisse des revenus survenue durant l'année pandémique 2020, au cours de laquelle de vastes pans de l'économie ont été fermés. Selon des données plus récentes, les salaires devraient continuer à augmenter fortement jusqu'en 2022 et 2023, et ce, dans une mesure supérieure à l'inflation.

Les gains récents s'expliquent par la vigueur du marché du travail et les revendications salariales affirmées des travailleurs syndiqués, qui souhaitent être pleinement indemnisés pour l'augmentation du coût de la vie.

Nous craignons que les mauvais résultats du Canada en matière de productivité ne compromettent notre capacité à augmenter les salaires à l'avenir et ne nous empêchent d'atteindre notre objectif ambitieux d'augmenter les salaires médians de 25 % au cours de la décennie actuelle.

A1 Revenu médian provenant des salaires, traitements et commissions (\$)



PIB par habitant et productivité

Par habitant, notre économie est non seulement dans l'impasse, elle se contracte. Le PIB réel par habitant a chuté au cours de l'année écoulée plus rapidement qu'à n'importe quel moment depuis au moins six décennies, en dehors d'une récession. Nous produisons moins par personne aujourd'hui qu'en 2018.

Il ne s'agit pas seulement d'une distorsion des chiffres due à la récente augmentation de la population. La productivité du travail - la quantité de production générée par heure travaillée - semble encore plus mauvaise. Au moment de la rédaction de ce rapport, cet indicateur avait chuté au cours de 11 des 14 derniers trimestres. Si les choses ne changent pas rapidement, nous parlerons bientôt d'une décennie de productivité perdue.

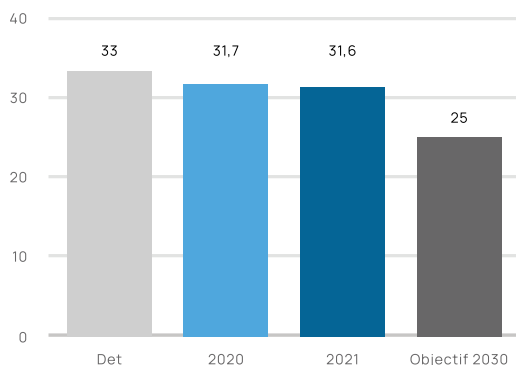
Pauvreté et inclusion

Les taux de pauvreté au Canada ont augmenté après la pandémie, le gouvernement ayant réduit les programmes d'aide mis sur pied dans le contexte de la pandémie COVID-19. Ils restent néanmoins à des niveaux historiquement bas.

Selon les dernières données de Statistique Canada, la proportion de Canadiens vivant dans la pauvreté a augmenté pour atteindre 7,4 % en 2021. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 6,4 % en 2020, bien qu'elle soit inférieure aux niveaux pré-pandémiques d'environ 10 %.

Environ 2,8 millions de Canadiens vivaient dans la pauvreté en 2021, contre 2,4 millions en 2020. Ce chiffre était de cinq millions en 2015.

A2 Écart de pauvreté moyen (%)



Les vulnérabilités à surveiller à l'avenir sont l'insécurité du logement, les dommages potentiels à long terme de la pandémie sur des éléments tels que le niveau d'éducation, ainsi que l'impact de tout ralentissement économique immédiat sur les salaires des travailleurs peu qualifiés. De manière générale, l'augmentation du coût de la vie et la hausse des taux d'intérêt risquent d'accroître les niveaux de pauvreté dans les années à venir.

Plus particulièrement, la hausse des taux d'intérêt a un impact disproportionné sur les Canadiens les plus jeunes et à faible revenu. Il est à craindre que la récente augmentation des coûts d'emprunt n'entraîne une redistribution des richesses dans la mauvaise direction.

Certains éléments indiquent que l'insécurité alimentaire pourrait également être en hausse, en particulier dans les familles avec enfants. Près d'un demi-million d'enfants vivent encore dans la pauvreté au Canada, ce qui représente une hausse par rapport à l'année dernière. Cependant, nous sommes encore bien en deçà du million d'enfants qui vivaient dans la pauvreté en 2015.

Inclusion et opportunités

Ces dernières années, le Canada a réalisé des progrès en matière d'inclusion économique. Mais ces progrès ont plafonné ou se sont inversés dans certains cas, l'économie ralentissant face à des taux d'intérêt plus élevés.

L'année dernière, par exemple, a été marquée par une détérioration des résultats sur le marché du travail pour les peuples autochtones, qui ont enregistré une baisse des taux d'emploi et d'activité. Il s'agit d'un revirement par rapport aux progrès réalisés ces dernières années.

En 2022, le taux d'activité de la population autochtone avait même dépassé celui de la population non autochtone pour la première fois. Mais l'écart est réapparu en 2023.

En 2023, la part des postes de direction occupés par les Premières Nations, les Inuits et les Métis est tombée à 2,4 %, contre 2,7 % l'année précédente. Cela représente moins de la moitié de l'objectif de 5 % fixé par la Coalition pour les postes de direction.

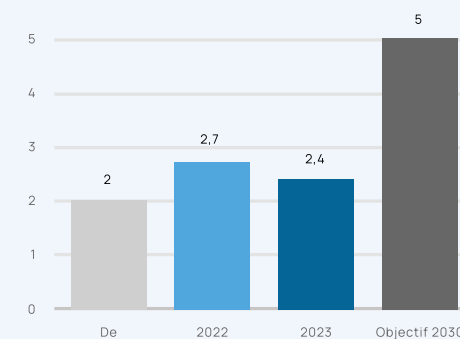
Depuis des années, les femmes n'ont pas connu d'augmentation perceptible de leur part dans les postes de direction. Selon les données de l'enquête sur la population active de Statistique Canada, la part des femmes dans tous les postes de direction est restée pratiquement inchangée à 35 % au cours des deux dernières décennies.

Si l'on considère les postes de direction les plus élevés, dans tous les secteurs, y compris le gouvernement, les femmes occupent environ 30 % de ces postes. Cette proportion a peu évolué au cours des trois dernières années et est en fait en baisse par rapport au niveau record de 36 % atteint en 2016.

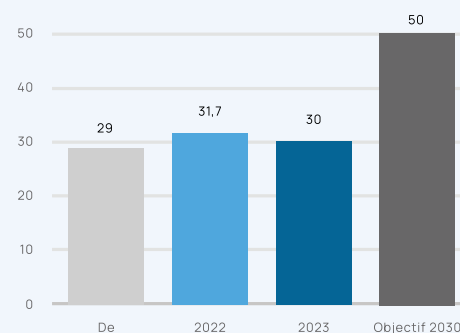
Statistique Canada ne dispose pas de données sur la situation des femmes dans les postes de direction des entreprises canadiennes.

L'écart entre les taux de participation des hommes et des femmes est encore de huit points de pourcentage, mais il s'agit d'un niveau historiquement bas.

B2 Proportion de la population autochtone occupant des postes de direction (%)



B3 Proportion de femmes occupant des postes de cadres supérieurs (%)



Les tendances du marché du travail sont plus inquiétantes pour les Canadiens racialisés et les immigrants, qui sont plus durement touchés par le ralentissement de l'économie. Le taux de chômage des immigrants reçus a augmenté de plus d'un point de pourcentage au cours des 12 mois précédant décembre, selon les données de l'enquête sur la population active, soit plus du double de l'augmentation du taux de chômage des travailleurs nés au Canada.

Classement mondial

Le Legatum Institute, un groupe de réflexion ayant ses bureaux à Londres, produit un indice de prospérité basé sur 300 indicateurs pour 167 pays afin de guider les décideurs politiques mondiaux.

Le Canada se classe au 13e rang de l'indice, alors qu'il était au 14e rang en 2022.

Gagner mondialement

Atteindre une dimension mondiale
grâce à l'innovation et à des
investissements soutenus

DIRECTION



BLOQUÉE

VUNÉRABILITÉ



MOYENNE

RYTHME



À LA TRAÎNE

Introduction

Un autre pilier de notre Tableau de bord détermine dans quelle mesure nos entreprises atteignent une dimension mondiale grâce à l'innovation et à des investissements soutenus. Nous évaluons également dans quelle mesure nous parvenons à créer des champions mondiaux formés au Canada.

Investissement

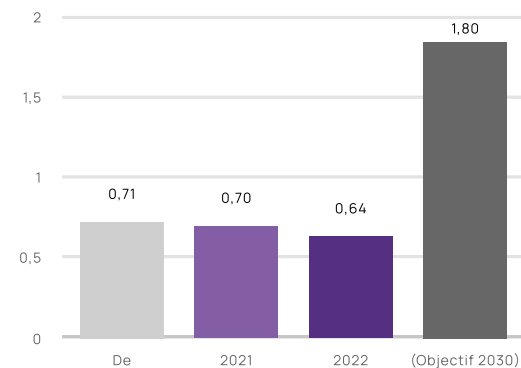
Les dépenses des entreprises en matière de recherche et de développement continuent de stagner et d'être à la traîne par rapport à nos pairs. Cela laisse entendre que la faible contribution du secteur privé à l'innovation au Canada menace notre capacité à établir un avantage concurrentiel.

En pourcentage du PIB réel, la R&D des entreprises a oscillé autour de 0,6 % l'année dernière. Ce chiffre n'a guère changé par rapport à 2022 et a légèrement baissé par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. L'objectif de la Coalition est que les dépenses de R&D des entreprises atteignent 1,8 % du PIB d'ici 2030. Les dépenses de R&D du secteur privé au Canada sont bien inférieures à celles de pays comparables comme les États-Unis, qui dépensent trois fois plus que nous en pourcentage de l'économie.

Au Canada, les contributions de l'État à la R&D sont relativement plus élevées. Mais l'innovation financée par l'État n'est pas assez importante pour compenser entièrement le retard du secteur privé en matière d'investissement.

Il en va de même pour les dépenses en matière de propriété intellectuelle. Elles ont eu du mal à dépasser le seuil des 2 % du PIB au cours des deux dernières décennies. Une tendance

C1 DERD financées par le secteur des entreprises (% PIB)



similaire se dégage lorsqu'on examine la part du PIB consacrée aux actifs corporels tels que la machinerie et les équipements. Il s'agit là d'un autre indicateur qui stagne depuis des décennies.

Les données sont particulièrement sombres lorsqu'on mesure l'investissement par travailleur, qui reste inférieur d'environ un quart aux niveaux records.

Échelle mondiale

L'année dernière, le Canada a subi un revers majeur dans le classement mondial des entreprises. Le nombre de nos entreprises qui figurent parmi les plus appréciées de leur secteur (les 10 premières au niveau mondial) est tombé à 13 en 2023, contre 20 en 2022. Nous sommes donc encore plus éloignés de l'objectif de 40 que nous nous étions fixé pour 2030.

Il est possible d'améliorer notre classement dans les secteurs des biosciences, de la fabrication de pointe, des technologies propres, de l'agroalimentaire et du numérique. Mais les chiffres pour 2023 sont décourageants.

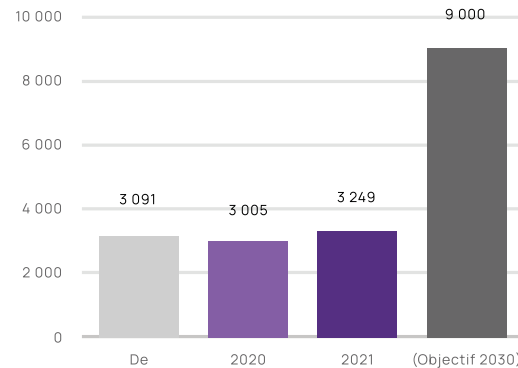
Les données montrent de bien meilleurs résultats en ce qui concerne la montée en puissance de nos entreprises technologiques.

Le nombre de licornes (entreprises en démarrage) privées évaluées à un milliard de dollars est passé à 23, contre 21 l'année précédente. Nous avons largement dépassé l'objectif de 17 fixé par la Coalition pour 2030.

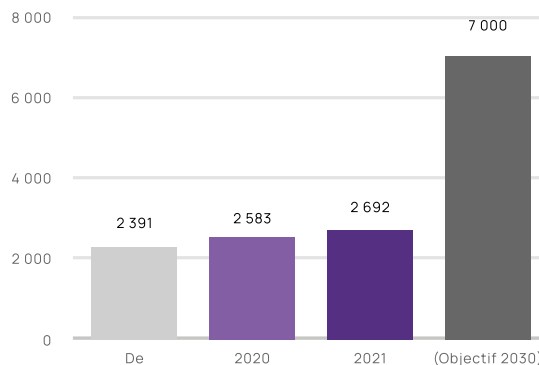
Un autre indicateur solide de ces deux dernières années a été la performance de nos exportations. Elles se sont enfin complètement remises des pertes dues à la pandémie et ont progressé plus rapidement que le reste de l'économie, grâce à la hausse des prix des produits de base. Notre part du marché américain augmente également, ce qui est un autre indicateur de réussite.

Il n'en reste pas moins que des vents contraires soufflent sur l'économie mondiale, confrontée à la perspective d'un ralentissement de la croissance et d'une démondialisation.

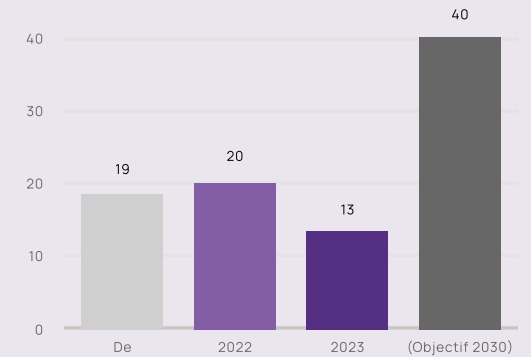
C2 Investissement en actifs corporels productifs par travailleur (\$ USD)



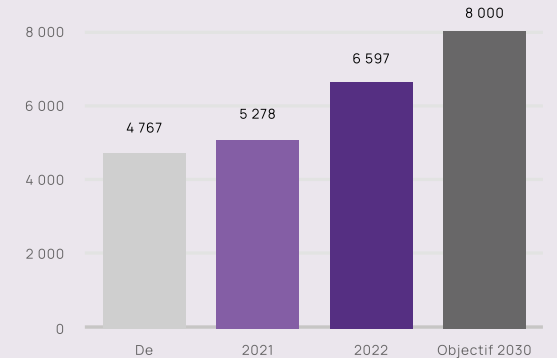
C3 Investissement dans la propriété intellectuelle par travailleur (\$ USD)



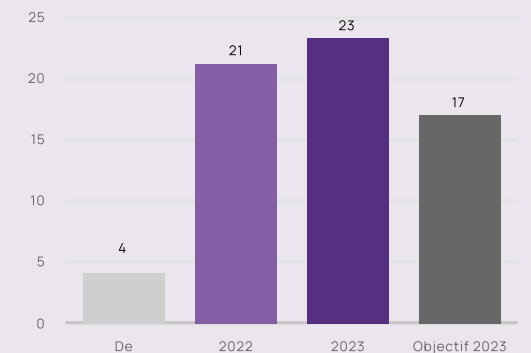
D1 Leaders mondiaux canadiens (#)



D2 Valeur moyenne des exportations par PME (\$)



D3 Nombre de « licornes » (#)



Croissance durable

Une économie plus verte pour stimuler notre compétitivité économique

DIRECTION



BLOQUÉE)

VULNÉRABILITÉ



ÉLEVÉE

RYTHME



MOYEN

Introduction

Nous pensons que tous les segments de la société - les entreprises, les gouvernements et le secteur à but non lucratif - doivent prendre la situation en main. Ils doivent assumer la responsabilité du bien-être économique à long terme de la nation. Pour ce faire, nous devons nous assurer que notre démarche politique est durable et qu'elle n'est pas axée sur des résultats à court terme qui menacent de meilleurs résultats à l'avenir.

À cette fin, nous devons en premier lieu placer l'environnement au premier plan de la politique. Les entreprises et les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour réduire l'empreinte carbone du pays. Une économie plus verte ne pourra que renforcer notre compétitivité économique.

Mais la croissance durable signifie aussi qu'il faut veiller à ce que la croissance économique soit fondée sur l'investissement et éviter les solutions faciles et rapides à des enjeux complexes.

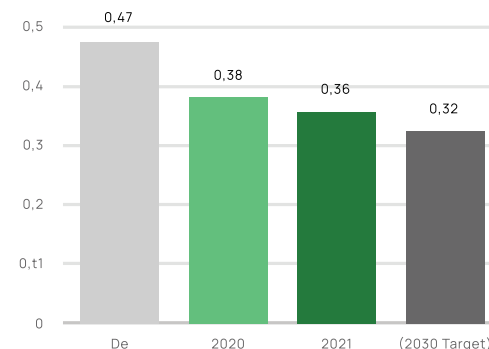
Environnement

La Coalition est convaincue qu'il faut parvenir à une consommation carboneutre d'ici à 2050 et les données montrent que nous avons progressé.

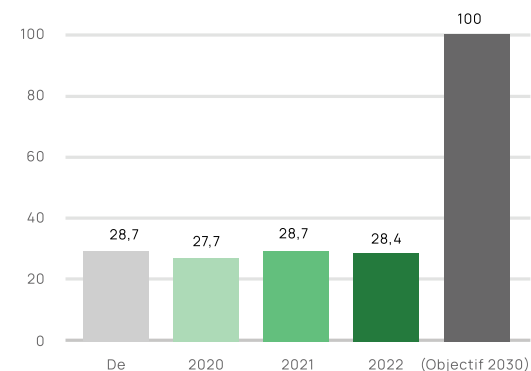
Selon les dernières données gouvernementales disponibles, les émissions de gaz à effet de serre du Canada s'élevaient à 670 mégatonnes d'équivalent dioxyde de carbone en 2021, soit une baisse de 53 mégatonnes par rapport aux niveaux de 2019. Le Canada a également une part plus importante d'énergies renouvelables et de sources d'énergie non émettrices que la plupart de ses pairs dans sa consommation d'énergie, grâce à l'hydroélectricité et au nucléaire (voir la Figure 1 de l'annexe).

Mais il y a encore beaucoup à faire et nous devons nous assurer que le public continue de nous soutenir. Élaborer une politique appelée à être éventuellement annulée n'est pas une démarche durable.

E1 Émissions de GES par milliard de dollars de PIB (Mt CO₂ eq)



E3 Contribution des technologies propres au PIB (\$)



Il est donc important que nous ne fassions pas preuve de désinvolture dans notre façon d'envisager et de traiter notre secteur des ressources. Sans les recettes d'exportation générées par nos ressources naturelles, notre dollar serait plus faible et les taux d'inflation et d'intérêt plus élevés. Sans le pétrole et le gaz, nous serions tous plus pauvres.

À titre d'exemple, au cours de la dernière décennie, le Canada a enregistré un déficit commercial cumulatif d'environ 130 milliards \$. Sans l'énergie, notre déficit commercial aurait été d'environ 1 billion \$.

Cela signifie qu'il est primordial de concilier un secteur des ressources sain avec nos objectifs de transition climatique. Il faudra à cette fin accélérer le rythme des investissements du secteur privé dans les technologies et les infrastructures vertes.

Nous avons accueilli favorablement la série de mesures fiscales prévues dans le budget de l'année dernière pour stimuler les investissements verts. Toutefois, le plus difficile reste à faire. Les données montrent que nous progressons encore trop lentement.

À titre d'exemple, la croissance du secteur canadien des technologies propres a en fait ralenti depuis le début de la pandémie. Sa part dans l'économie globale diminue. Cette évolution est inquiétante.

Selon les dernières données, le PIB généré par le secteur des produits environnementaux et des technologies propres - corrigé de l'inflation - a en fait légèrement diminué en 2022.

Nous sommes loin de notre objectif de tripler cette contribution d'ici 2030. En fait, ce chiffre est au point mort depuis 2018.

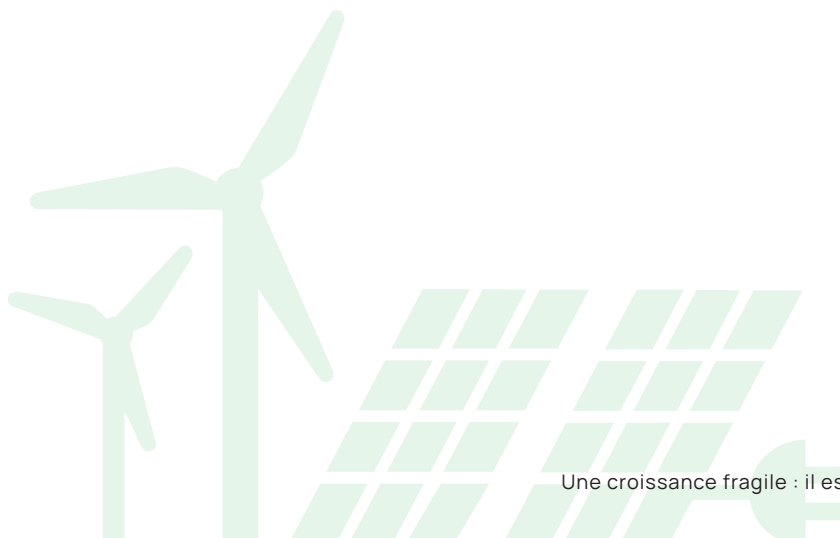
Logement

On ne saurait traiter de croissance durable au Canada sans quelques mots sur le logement, bien qu'il ne figure pas dans les indicateurs de notre Tableau de bord.

Le Canada est confronté à une crise du logement qui est devenue l'une de nos plus grandes vulnérabilités en matière de prospérité économique. La hausse vertigineuse des prix au cours des dernières années a évincé les jeunes du marché. Elles ont également contraint d'autres personnes à contracter des emprunts hypothécaires qui pèseront sur beaucoup d'entre elles toute leur vie durant.

Le pays repose trop sur l'endettement des ménages. Cette situation pèsera sur la croissance pendant des années. Cela pose également des risques importants pour notre résilience économique et notre stabilité financière dans un monde où les taux d'intérêt sont de plus en plus élevés.

Il s'agit d'une mise en garde et d'un facteur certain de stagnation. Notre pays n'a pas prêté attention aux facteurs économiques fondamentaux sous-jacents.



Comblers la fracture numérique entre les régions urbaines et rurales

Introduction

La Coalition pour un avenir meilleur a entrepris une analyse distincte qui examine de plus près la situation du Canada rural, en s'appuyant sur certaines des mesures statistiques que nous avons utilisées pour le Tableau de bord.

Si les économies rurales continuent de se porter relativement bien, les régions éloignées restent mal desservies par les gouvernements et les entreprises, qu'il s'agisse de l'accès Internet à large bande, de l'éducation ou des soins de santé.

Il est clair qu'il reste beaucoup à faire pour s'attaquer aux vrais obstacles à l'égalité des chances dans les régions éloignées et non urbaines du pays.

Le Canada est confronté à deux grands enjeux économiques : le logement et la productivité. En y regardant de plus près, on décèlera facilement au moins un facteur qui contribue à ces deux problèmes : les limites d'un modèle de croissance économique qui repose trop fortement sur le succès de ses centres économiques métropolitains.

Le Canada est depuis longtemps plus urbanisé que d'autres grandes économies - une tendance qui a été amplifiée par la récente vague de migration internationale, principalement vers les villes du pays.

Au cours des deux dernières années, la population en âge de travailler dans nos régions métropolitaines a augmenté de plus d'un million de personnes. Et toute personne vivant à Toronto, Vancouver ou Ottawa vous dira que les tensions se font sentir : que l'on songe aux problèmes d'accessibilité au logement, à l'endettement étouffant des ménages et à la faiblesse des chiffres en matière de productivité.

Par ailleurs, la part de l'emploi dans les zones rurales, où se trouvent nos secteurs de ressources, a pris du retard.

Cela confirme certaines des préoccupations relatives à la viabilité économique dont nous avons parlé et un des principes les plus importants de la Coalition. Les formes les plus durables de croissance économique sont celles qui sont les plus équilibrées. Et cela inclut l'équilibre régional.

Pour ce faire, nous devons veiller à ce que les conditions nécessaires soient réunies pour favoriser la prospérité dans les régions rurales du Canada et faire de ces régions des lieux où il fait bon vivre.

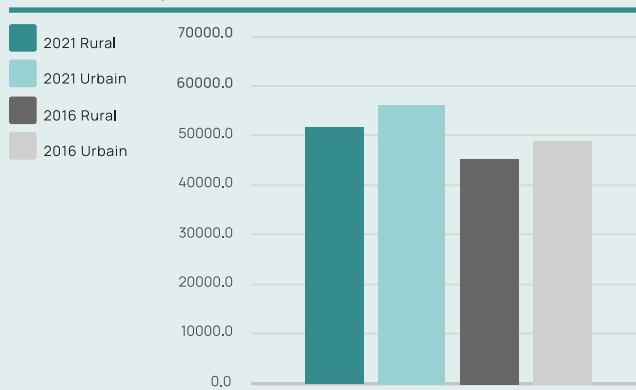
C'est plus qu'une question d'équité. Certes, nous pensons que les Canadiens des zones rurales ont droit à des services essentiels tels que la connectivité Internet, les transports, l'éducation et les soins de santé. Mais le développement du Canada rural est un impératif économique pour nous tous. Cela vaut particulièrement

aujourd'hui, alors que la résilience économique - de la sécurité alimentaire aux chaînes d'approvisionnement - devient de plus en plus incontournable.

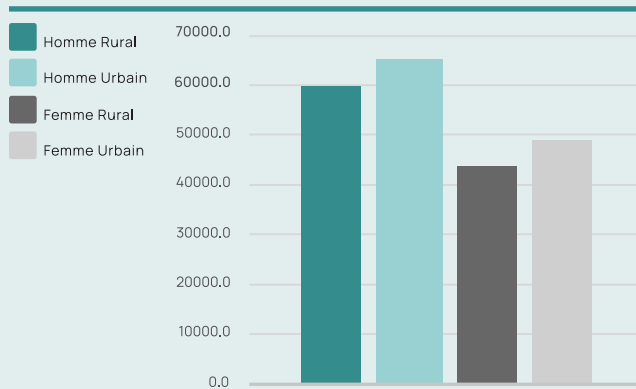
Que révèlent donc les chiffres? Nous progressons dans certains cas, tandis que des écarts importants persistent dans d'autres. Dans la plupart des cas, les données indiquent que le chemin à parcourir pour combler les écarts entre le Canada rural et le Canada urbain sera long.

Pour ce Tableau de bord, l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa a examiné de plus près les chiffres du recensement de 2021 afin de mieux mesurer l'ampleur de ces disparités.

Revenu total moyen - rural vs urbain



Revenu total moyen en 2021 - rural vs urbain et homme vs femmes



Elle a constaté que le revenu moyen dans les régions rurales du Canada était inférieur de 8,3 % à celui des régions urbaines. Il s'agit en fait d'une détérioration par rapport au recensement de 2016, où les revenus ruraux étaient inférieurs de 7,5 % aux moyennes urbaines.

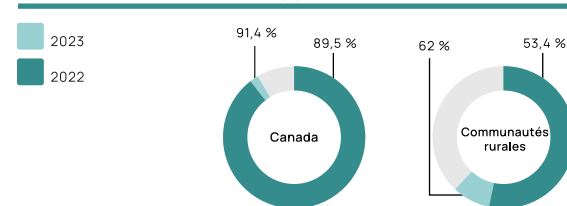
L'écart entre les femmes des zones rurales et urbaines était encore plus marquant, puisqu'il atteignait 10,5 % en 2021.

La pénurie de logements est tout aussi problématique dans les régions rurales du Canada que dans les grandes villes, notamment à cause de la stagnation de la construction de nouveaux logements. Par exemple, l'année dernière, la construction de nouveaux logements dans les régions rurales a baissé par rapport aux niveaux de 2022 et reste inférieure aux moyennes historiques.

Des études ont démontré qu'il est plus difficile d'accéder au financement dans les zones rurales, sans parler des services d'éducation et de soins de santé. La fracture technologique reste trop importante, en raison d'une connectivité Internet insuffisante dans les petites villes et les régions isolées.

Selon les chiffres du CRTC, 38 % des communautés rurales n'ont toujours pas accès à Internet haut débit illimité.

F3 Accès à la bande passante à haut débit en milieu rural (%)

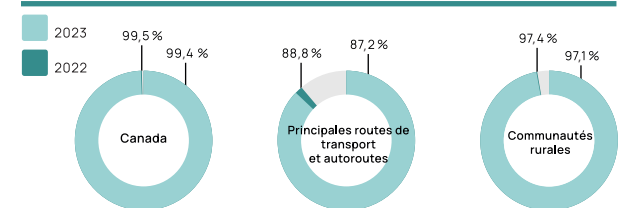


Cette lacune doit être comblée rapidement.

La bonne nouvelle est que - sur ce front, tout au moins, il y a eu un progrès. En 2022, la part des communautés dépourvues de haut débit s'élevait à 47 %. Autre bonne nouvelle : l'accès au réseau mobile LTE - une technologie 4G - est déjà relativement équilibré et équitable entre les zones rurales et urbaines.

Ces progrès reflètent, en partie, les décisions judicieuses prises par le gouvernement pour mettre en place d'importantes initiatives de financement pour la connectivité à large bande. Il s'agit d'un modèle pour l'avenir, car il illustre la mesure dans laquelle la politique peut faire une différence dans l'amélioration de la vie des Canadiens ruraux.

F3 Accès à la bande passante à haut débit en milieu rural (%)



Conclusion

Un moment charnière

Pour conclure ce rapport, tournons-nous vers l'avenir. Tôt ou tard, le pays entreprendra un autre moment décisif, à l'approche des élections fédérales. Les Canadiens ont droit à un vrai débat sur les sources de la croissance. Il incombe à tous les partis de proposer des idées concrètes sur la manière d'améliorer le niveau de vie de tous les Canadiens - aujourd'hui et pour l'avenir.

À un tel moment charnière, il est également important pour nous, à la Coalition, de mener une réflexion quant à notre propre contribution au débat plus large sur la croissance et la prospérité au Canada.

La Coalition a été créée en août 2021, à la veille des dernières élections, avec pour mission de susciter un débat national sur les mesures à prendre pour garantir la qualité et le niveau de vie qui ont fait du Canada l'envie du monde entier.

Bien que ces élections n'aient pas donné lieu au débat politique éclairé que nous souhaitons, nous pensons que notre mandat demeure plus important que jamais. Il sera au centre de ce que nous prévoyons de faire à l'avenir.

Notre objectif est d'encourager les gouvernements et les entreprises à faire preuve d'ambition. Nous refusons d'accepter que la lenteur de la croissance soit inévitable.

Et nous reconnaissons que notre plus grand avantage en tant qu'organisme est notre capacité d'établir un consensus autour de cet objectif. Nous entendons être un catalyseur pour susciter la réflexion et débattre d'idées porteuses de croissance.

Nous savons qu'il n'y a pas de réponses faciles. Mais les Canadiens ont le choix. Les décisions que les décideurs politiques, les entreprises et les particuliers prennent aujourd'hui détermineront la trajectoire de notre pays pour les années à venir.

Et nous devons choisir de faire de la croissance économique la première priorité politique.



MERCI À

Nos partenaires

Nous tenons à remercier tous **les membres et les commanditaires** de la Coalition pour leur dévouement et leur engagement à jeter les assises d'un avenir prospère pour tous.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à notre commanditaire principal, **Power Corporation du Canada**, et à notre commanditaire fondateur, **le Conseil canadien des chefs d'entreprise**, pour leur soutien indéfectible à la mission de la Coalition.

Nous remercions également nos commanditaires de soutien, les **Producteurs laitiers du Canada**, pour le financement de notre analyse rurale, **Médicaments novateurs Canada**, et **CGI** pour leur précieuse contribution au Rapport sur le Tableau de bord et à l'événement.

En outre, nous sommes reconnaissants à nos commanditaires qui, par leur soutien généreux, ont contribué à rendre possible

l'événement de présentation du Rapport sur le Tableau de bord: **Bruce Power, l'Association canadienne des carburants, Questrade Financial Group, Universités Canada, Teck Resources, L'Association canadienne des producteurs pétroliers, Roche Canada, et Financement agricole Canada.**

Nous apprécions beaucoup le partenariat de recherche de la Coalition avec **l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa**, dont l'équipe fournit des informations importantes et précieuses pour notre Rapport sur le Tableau de bord.

Nous remercions tout particulièrement les organismes membres de la Coalition qui ont soutenu notre analyse des données: **La Chambre de commerce du Canada** et la **Chambre de commerce des Noirs du Canada.**

Nous remercions **Anil Arora**, statisticien en chef du Canada, et l'équipe de **Statistique Canada** pour leur aide supplémentaire dans le suivi des données.

Nous sommes reconnaissants à **Shell Canada** pour son soutien à notre tournée des campus.

Nous tenons à remercier la **CIBC** et **Pathways Alliance** d'avoir rendu possible notre série Podium.

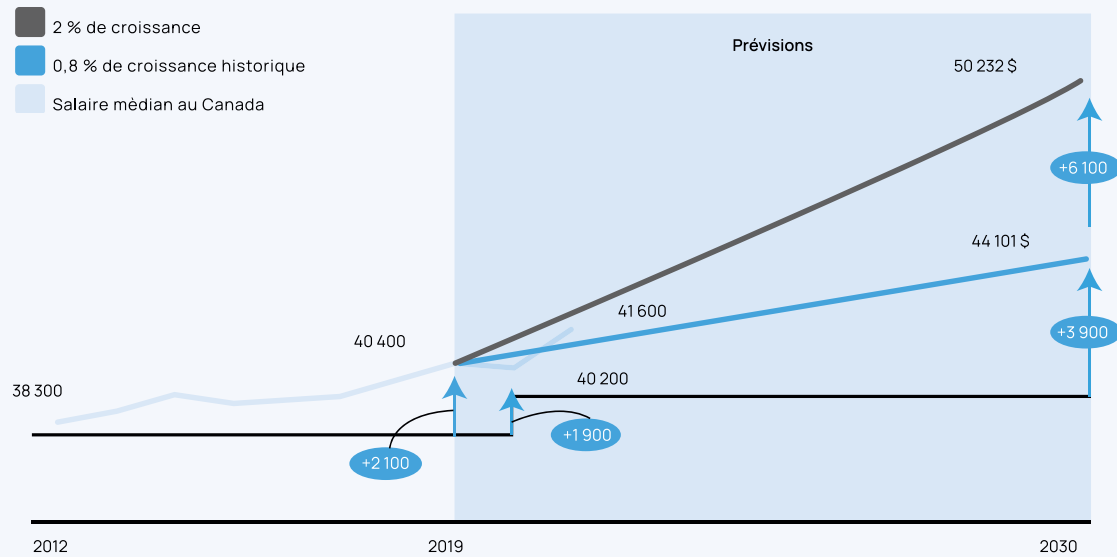
Nous remercions tout particulièrement **Compass Rose**, un cabinet d'affaires publiques qui croit en la recherche du bien commun. Son équipe a collaboré avec la Coalition pour la soutenir et la renforcer.



Annexe

A1 Revenu médian provenant des salaires, traitements et commissions

(2021 CAD constant, 2012-2030)



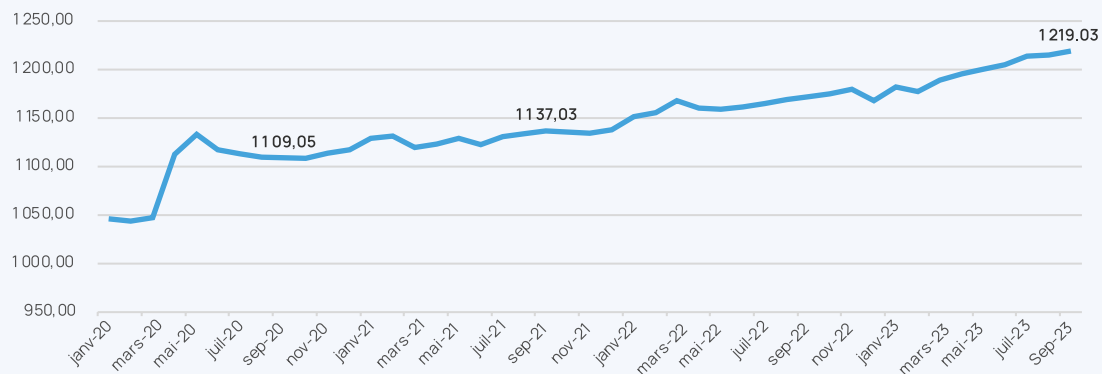
FAIT SAILLANT

Les salaires médians au Canada ont augmenté par rapport à 2020

NOTES

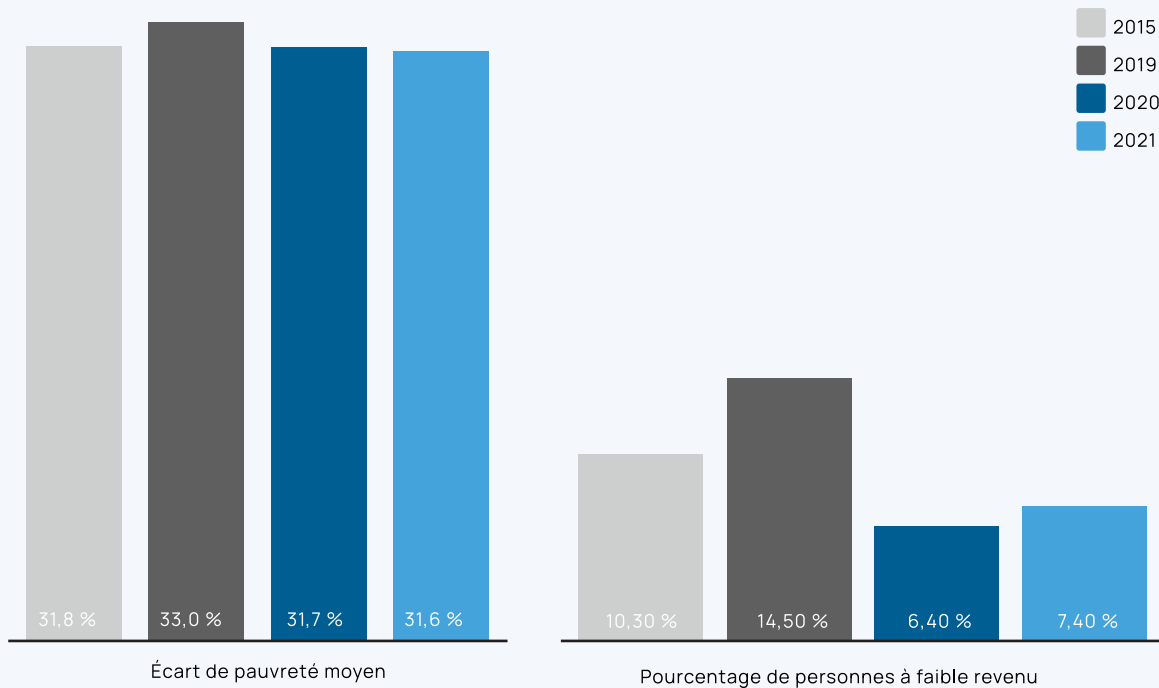
Les chiffres du tableau diffèrent de ceux du tableau de l'année précédente, car nous utilisons des dollars constants pour tenir compte de l'inflation chaque année. Nous utilisons l'année la plus récente comme référence pour ce calcul, afin de donner une meilleure idée de l'évolution du pouvoir d'achat au fil du temps.

Revenu médian provenant des salaires, traitements et commissions (\$)



A2 Écart de pauvreté moyen

Écart de pauvreté moyen et part de la population à faible revenu au Canada
selon la Mesure du panier de consommation (MPC)¹ (%)



FAITS SAILLANTS

L'écart de pauvreté moyen a légèrement augmenté, mais la part de la population à faible revenu s'est accrue depuis 2020.

NOTES

L'écart moyen de pauvreté est le rapport entre le revenu moyen des personnes vivant dans la pauvreté et le seuil de pauvreté.

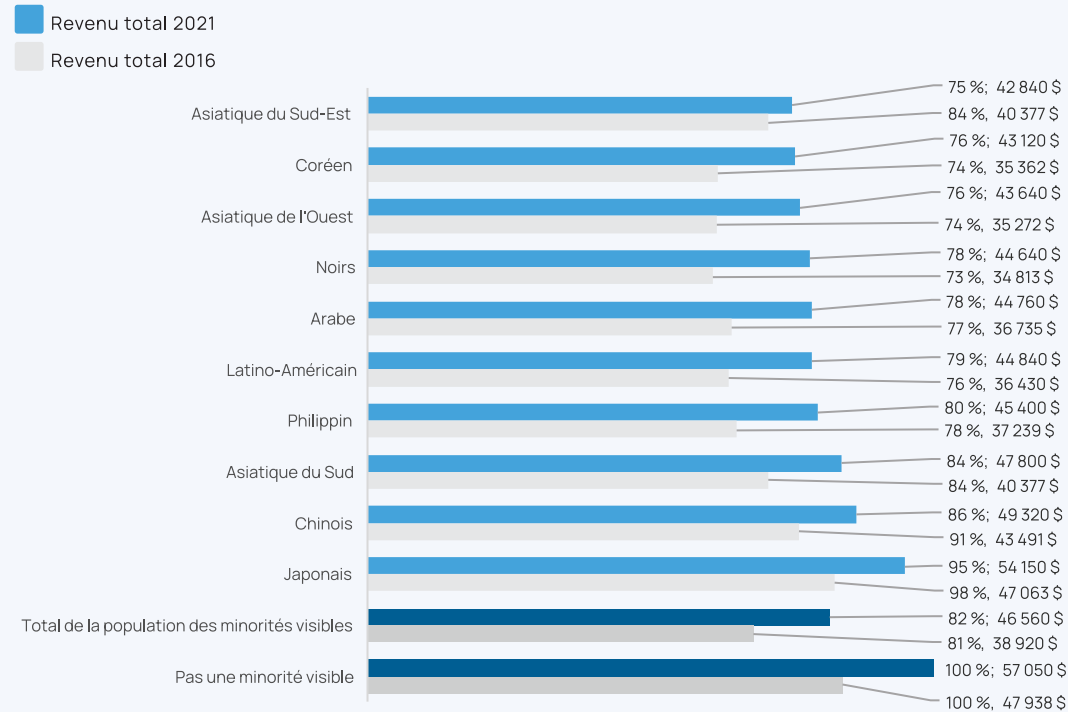
Par exemple, une personne vivant dans une famille dont le revenu disponible est de 15 000 \$ et le seuil de pauvreté de 20 000 \$ aurait un écart de pauvreté de 5 000 \$. En pourcentage, le «ratio d'écart» serait de 25 %.

L'écart moyen de pauvreté est l'un des quatre indicateurs interdépendants du pilier Résilience et sécurité de la stratégie Opportunité pour tous - Première stratégie canadienne de réduction de la pauvreté.

1. Basé sur la Mesure du panier de consommation (MPC) représentant le coût d'un panier spécifique de biens et de services représentant un niveau de vie modeste et de base, y compris les coûts de l'alimentation, de l'habillement, du logement et d'autres articles pour une famille de référence.

A3 Écart salarial selon les races

Écart salarial selon les races (Écart salarial par rapport aux minorités non visibles %, Revenu d'emploi moyen \$)



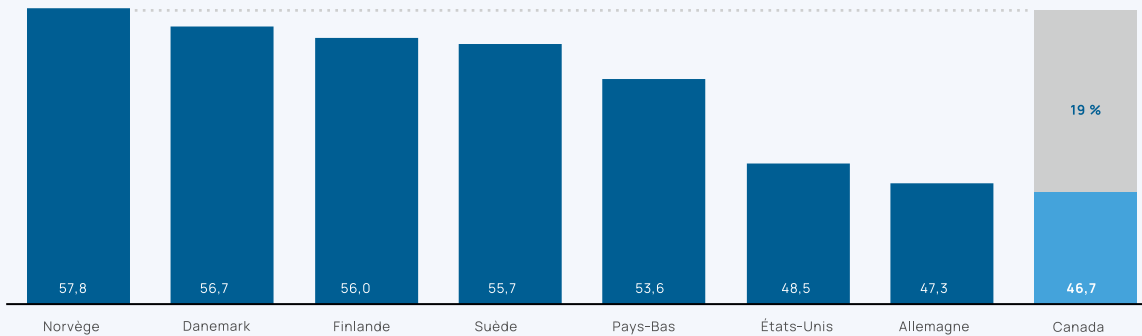
FAITS SAILLANTS

L'écart de revenus varie selon le groupe racialisé. Les Canadiens racialisés gagnent 82 cents pour chaque dollar gagné par les Canadiens non racialisés.

Les Canadiens noirs enregistrent la plus forte croissance du revenu moyen parmi les Canadiens racialisés et sont passés de l'avant-dernière à la quatrième place du classement.

B1 Participation à l'éducation et à la formation des adultes (%)

(% de personnes âgées de 25 à 65 ans qui déclarent avoir participé à une formation pour adultes pour des raisons professionnelles, 2019)



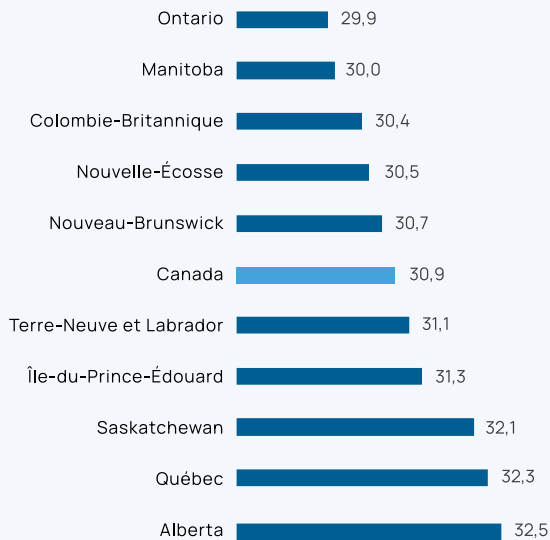
FAIT SAILLANT

Le Canada est à la traîne par rapport aux pays pairs en ce qui concerne la « participation à l'apprentissage des adultes » en 2019.

NOTES

La participation à l'éducation et à la formation des adultes extraite de l'« Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) » n'a pas été mise à jour depuis 2019.

Participation à des formations non formelles liées à l'emploi, 25-64 ans les deux sexes (% , 2022)



NOTES

Participation des travailleurs (%) âgés de 25 à 64 ans à une formation liée à l'emploi par province au Canada, 12 mois se terminant en novembre 2022

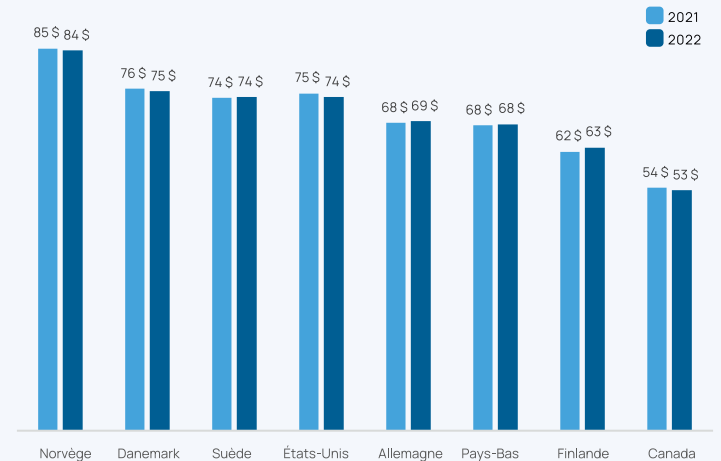
FAIT SAILLANT

Le Canada est à la traîne en ce qui concerne le « PIB par heure travaillée » en 2022.

Le Canada ainsi que certains pays pairs (Norvège, Danemark, États-Unis) ont connu une légère diminution du « PIB par heure travaillée », tandis que d'autres pays pairs ont connu une légère augmentation (Allemagne, Finlande) ou ont maintenu la même valeur (Suède, Pays-Bas) en 2022.

Productivité du travail

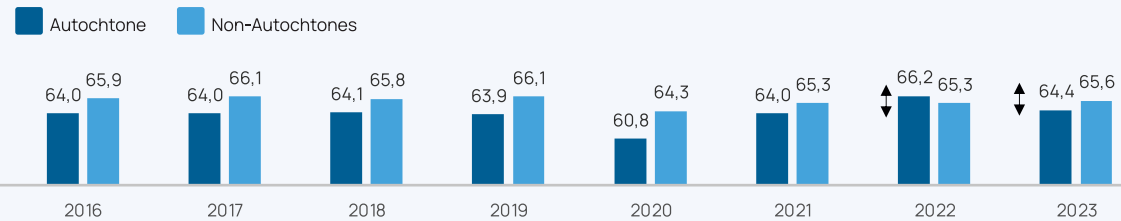
PIB par heure travaillée (USD, 2021-2022)



Source : OCDE, Évaluation des compétences des adultes : OCDE,

B2 Proportion de la population autochtone occupant des postes de direction (%)

Taux d'activité de la population autochtone (2016-23, %)



FAITS SAILLANTS

Au Canada, l'écart entre le taux d'activité des Autochtones et celui des non-Autochtones a fluctué entre 2021 et 2023.

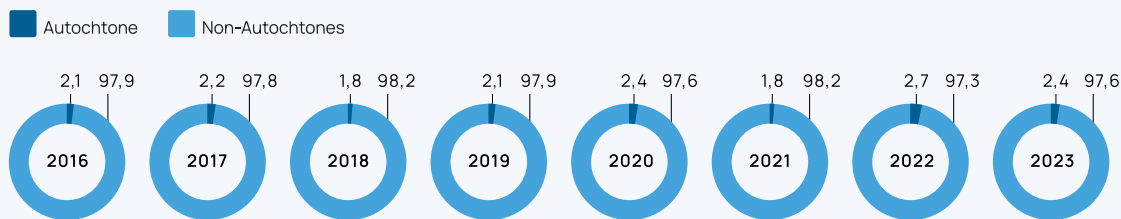
NOTES

Les légères différences observées dans la participation au marché du travail et la part des postes de direction au Canada au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.

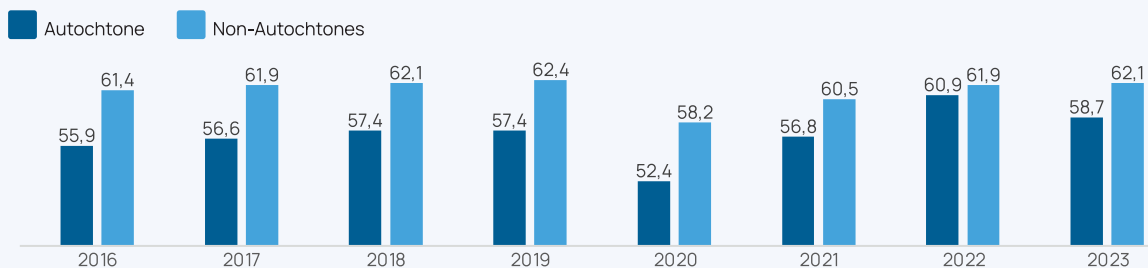
À compter du 1er janvier 2020, le projet de loi C-25 exige que les sociétés ayant fait appel au public régies par la Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA) fournissent à leurs actionnaires et à Corporations Canada des informations sur la représentation des populations sous-représentées au sein de leur conseil d'administration et de leur haute direction.

En utilisant l'approche «se conformer ou expliquer», les entreprises indiquent si elles disposent ou non d'une politique en matière de diversité. Dans l'affirmative, elles fournissent un résumé de cette politique; dans le cas contraire, elles expliquent pourquoi elles n'en ont pas.

Part des Autochtones et des non-Autochtones dans les postes de direction (CNP 0) (2016-23,%)

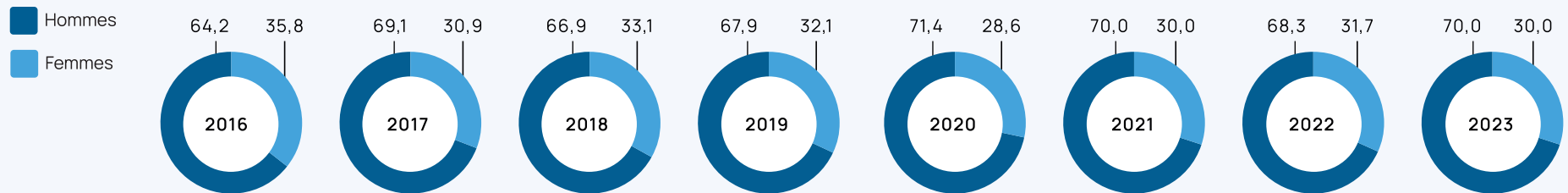


Taux d'emploi de la population autochtone et non autochtone 5 ans et plus, les deux sexes (2016-23, %)

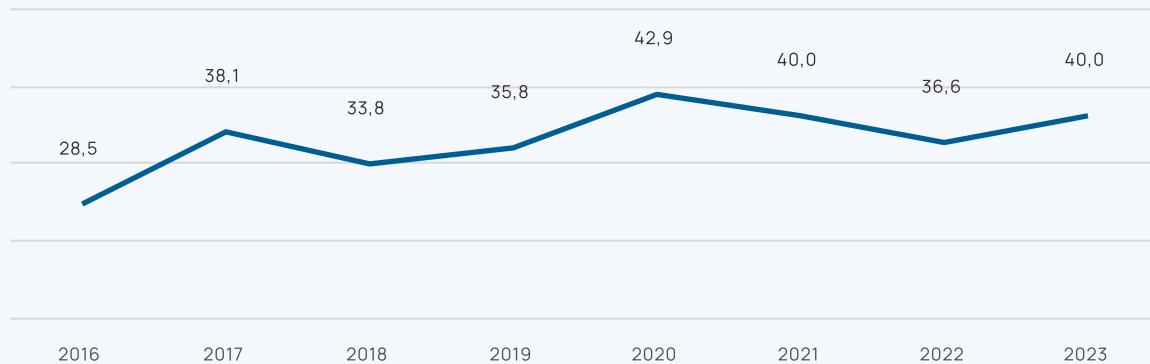


B3 Proportion de femmes occupant des postes de cadres supérieurs (%)

Répartition par sexe des cadres supérieurs employés¹ et des professions législatives²
(2016-23, %)



Écart entre les hommes et les femmes parmi les cadres supérieurs et les professions législatives¹
(2016-2023, %)



FAITS SAILLANTS

La proportion des femmes membres de corps législatifs et occupant des postes de direction est restée environ deux fois inférieure à la proportion des hommes depuis 2016.

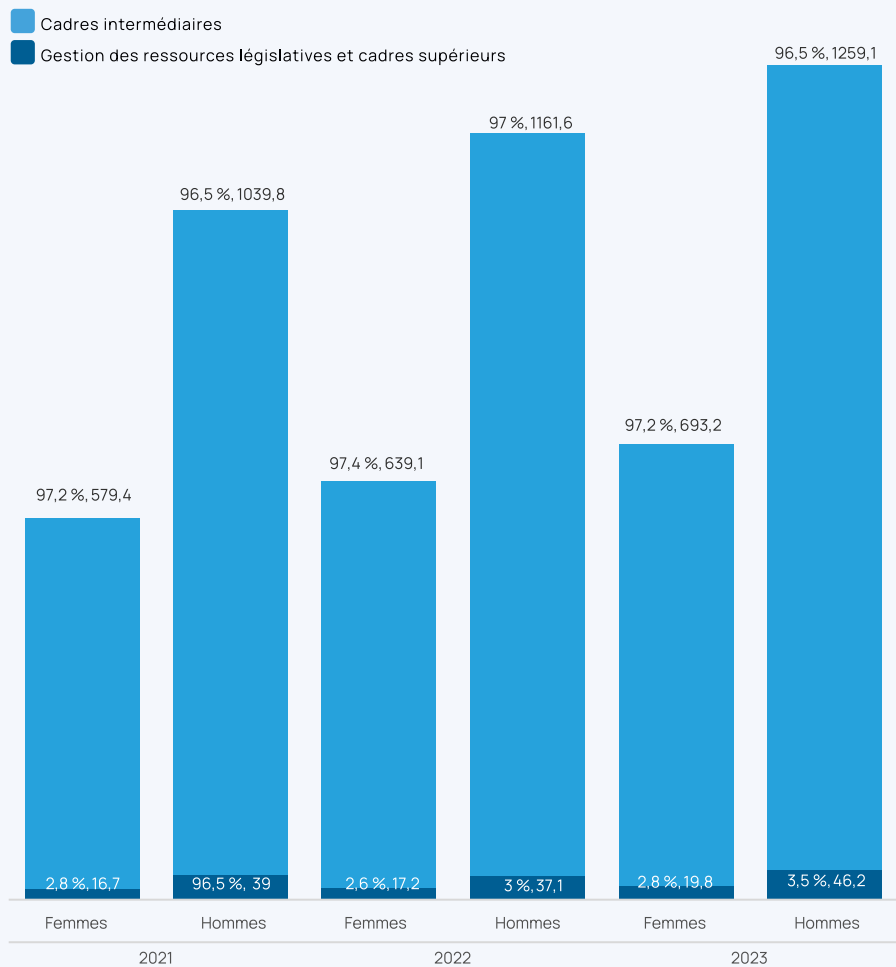
NOTES

Les différences observées dans la répartition par sexe des cadres supérieurs employés au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues à l'inclusion des membres des corps législatifs faite par la source de données.

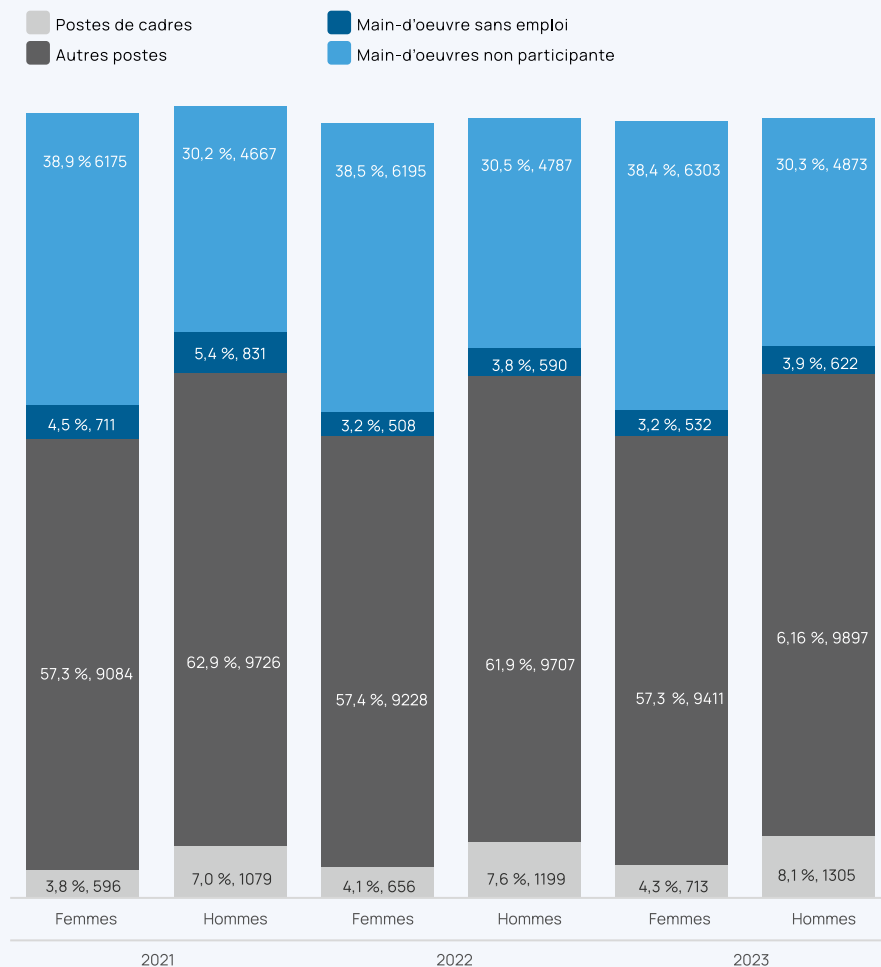
1. Les cadres supérieurs se situent au sommet de la hiérarchie et sont désignés par des termes tels que président, chef de la direction, etc.

2. Les législateurs participent aux activités d'un organe législatif ou d'un conseil exécutif fédéral, provincial, territorial ou local, d'un conseil de bande ou d'un conseil scolaire en tant que membres élus ou nommés.

Ventilation par sexe des professions de gestion occupées¹ (2020-23, %, x 1000)



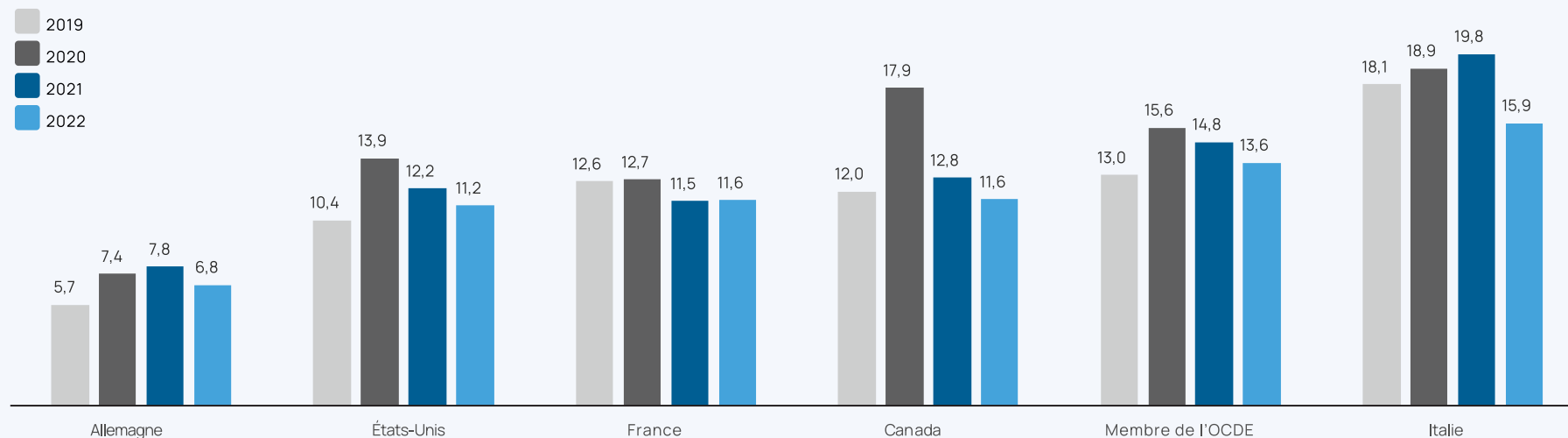
Participation au marché du travail et emploi au Canada par sexe et par profession (2020-23, %, x 1000)



1. Les postes de cadres supérieurs sont considérés comme étant au sommet de la hiérarchie organisationnelle des lieux de travail ou des entreprises, où la prise de décision affecte l'organisation dans son ensemble, ou les départements au sein des organisations.

B4 Proportion de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) (%)

(% NEET, 2019-2022)



FAITS SAILLANTS

Le Canada a réussi à réduire le % d'étudiants NEET de 1% entre 2021 et 2022.
Parmi les pays du G7, seule l'Italie a une proportion plus élevée de jeunes NEET.

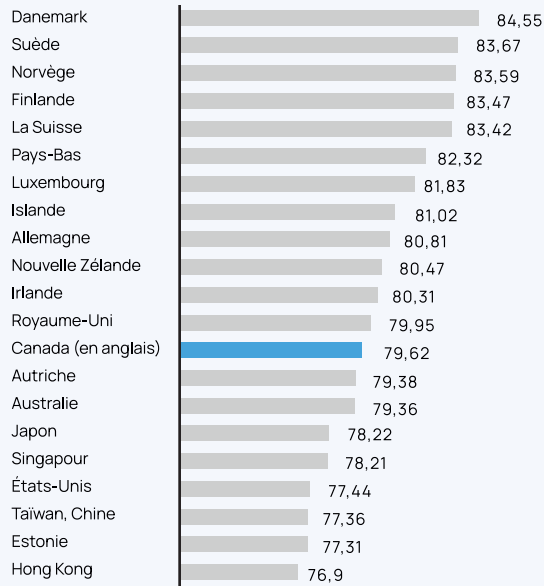
NOTES

Les légères différences observées dans le % NEET des pays au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.

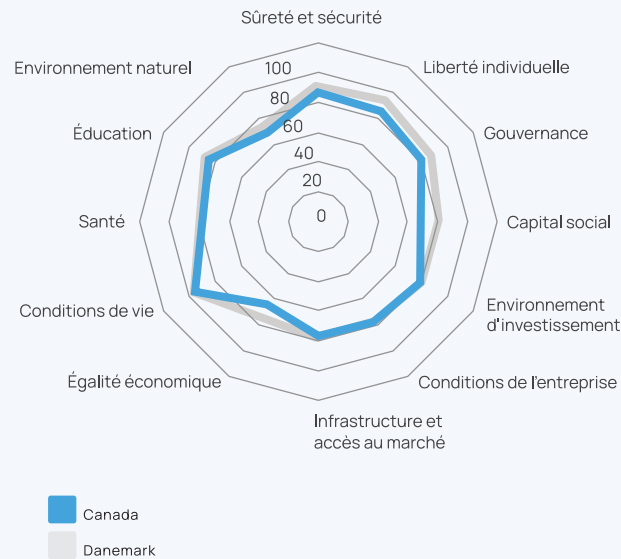
Source : Organisation internationale du Travail

LB1 Classement de l'indice de prospérité (#)

Classement et pointage de l'indice de prospérité (2023)



Comparaison du Canada et du Danemark dans les sous-dimensions de l'indice de prospérité (2023)



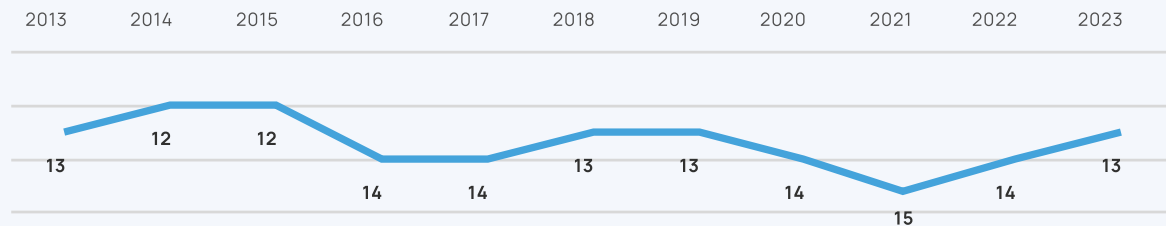
FAIT SAILLANT

Le Canada a gagné une place en 2023 et occupe désormais la 13e place du classement de l'indice de prospérité.

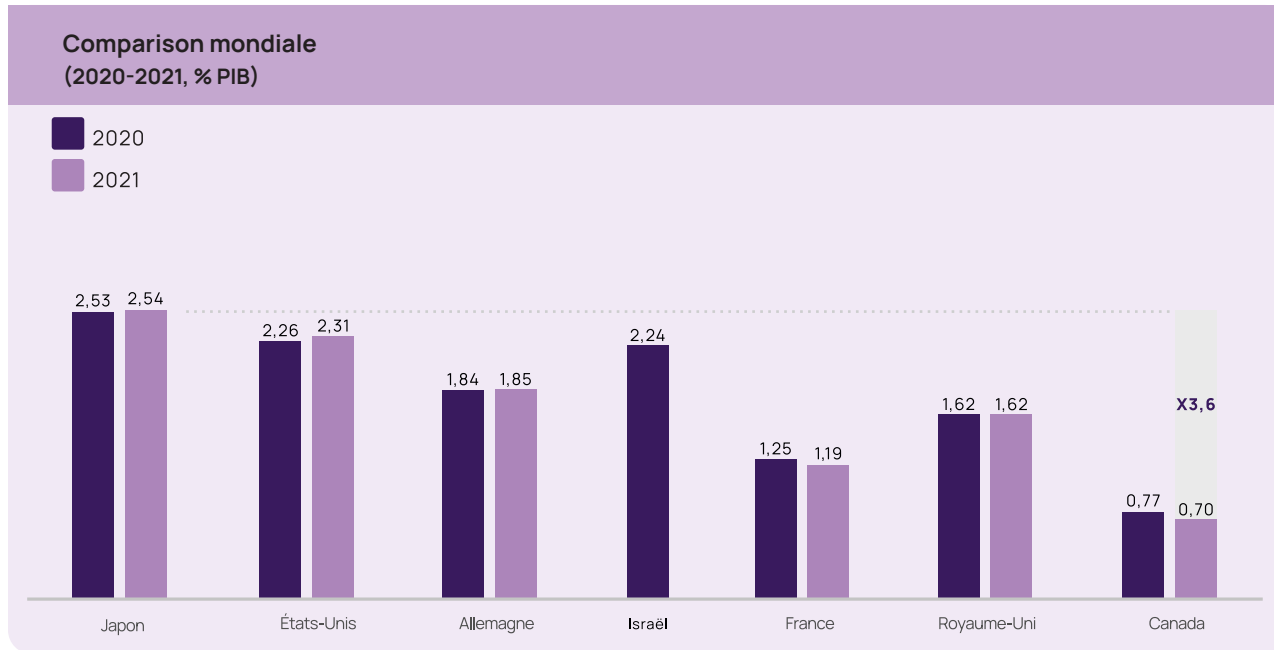
NOTES

Les différences observées dans le classement du Canada au fil des ans et ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.

Classement de la prospérité du Canada au fil du temps (2013-2023) parmi 167 pays



C1 DERD financées par le secteur des entreprises (% PIB)



FAITS SAILLANTS

La R&D des entreprises est à la traîne par rapport aux pays pairs, ce qui laisse entrevoir la possibilité pour le secteur privé d'investir davantage dans le soutien à l'innovation au Canada.

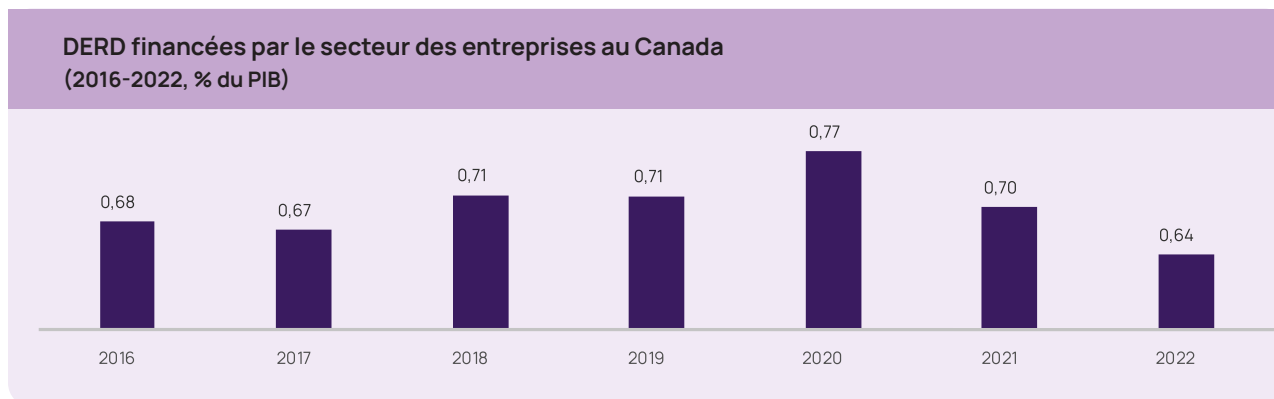
Le secteur canadien des entreprises a investi près de 3,5 fois moins dans la R&D en 2021 que des économies innovantes de premier plan comme le Japon.

Selon le Conseil des académies canadiennes, l'importance du secteur de l'extraction des ressources au Canada par rapport à la plupart des économies de l'OCDE et les faibles intensités de R&D typiques de ce secteur sont largement responsables de la faiblesse relative des investissements en R&D au Canada.

NOTES

Les données d'Israël ne sont pas disponibles pour 2021.

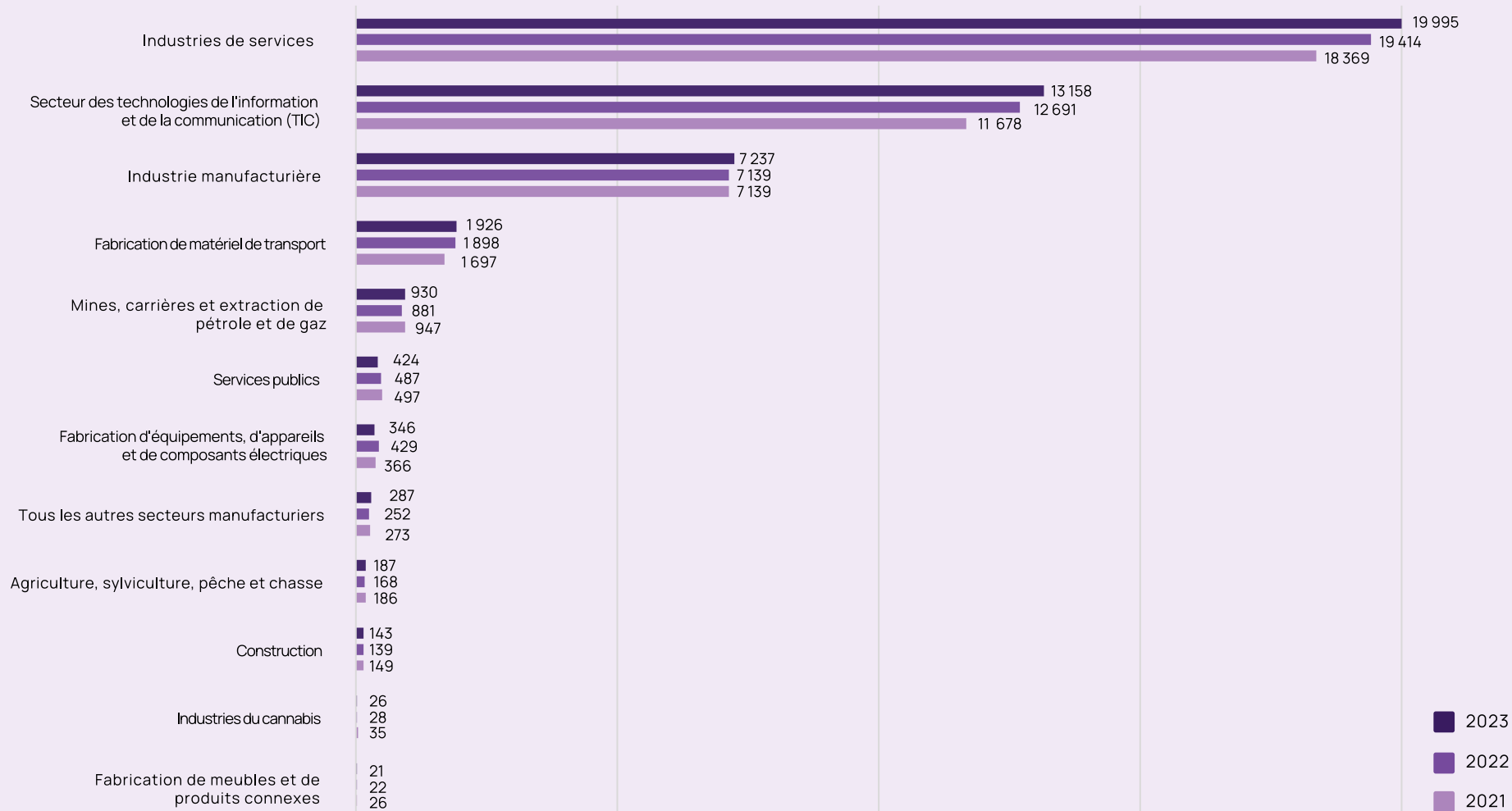
Les légères différences observées dans les DERD des pays financées par le secteur des entreprises au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.



C1 DERD financées par le secteur des entreprises (% PIB)

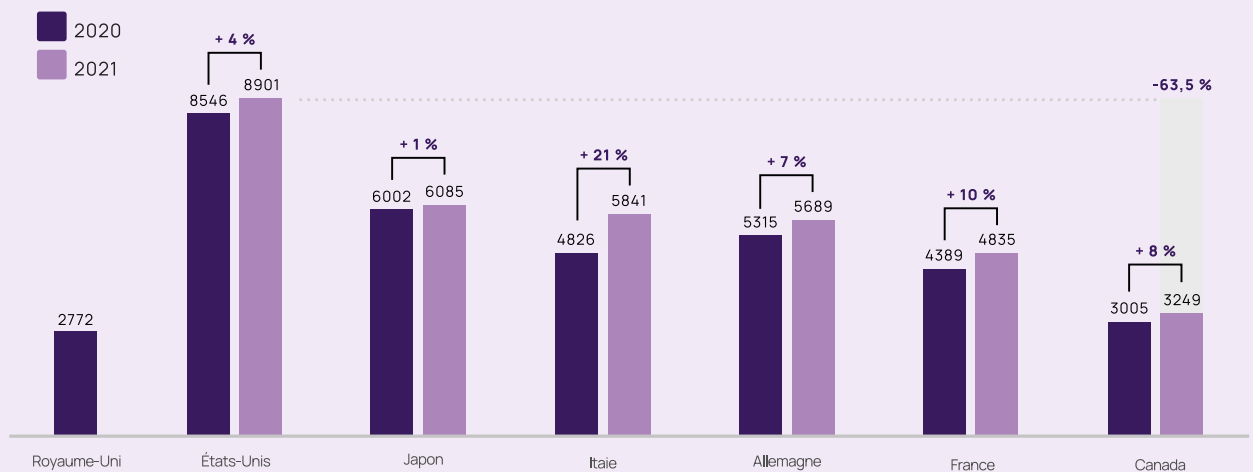
Dépenses internes de R&D des entreprises

par groupe d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, 2021-2023, x 1 000 000



C2 Investissement en actifs corporels productifs par travailleur (\$)

Investissement en machinerie et matériel (M&M) par travailleur¹ (2020-2021, USD)



FAITS SAILLANTS

L'investissement du Canada en M&M est inférieur à celui de la plupart des pays du G7.

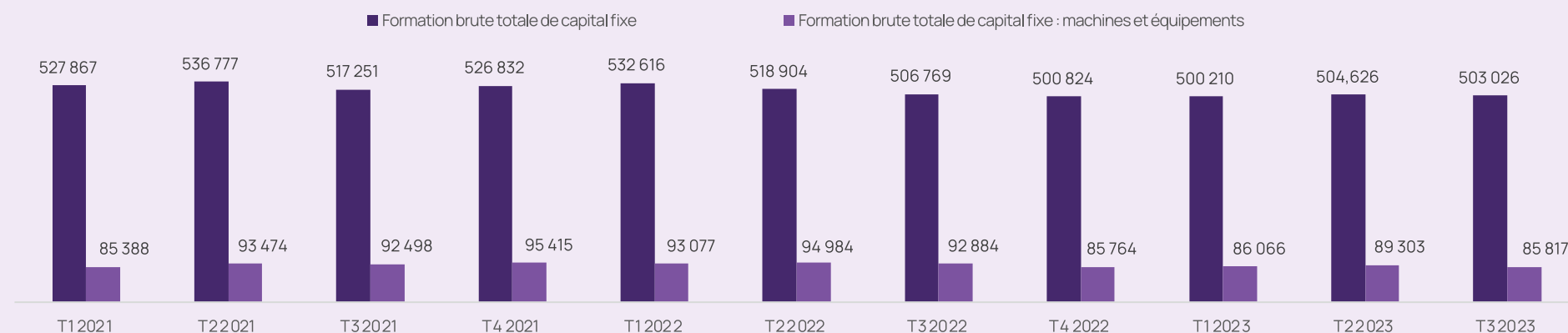
Le Canada a augmenté ses investissements en M&M en 2021 par rapport à 2020. En outre, à l'exception du Royaume-Uni, le Canada est en retard sur les autres pays du G7 en 2021. La tendance générale pour le Canada depuis 2016 n'indique pas une direction prometteuse pour atteindre son objectif en 2030.

NOTES

Les données du Royaume-Uni ne sont pas disponibles pour 2021.

Les différences observées dans les investissements des pays dans le S&E au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.

Machines et matériel (M&M), enchaînés (2017) Désaisonnalisés aux taux annuels (\$ x 1 000 000, 2021-23)

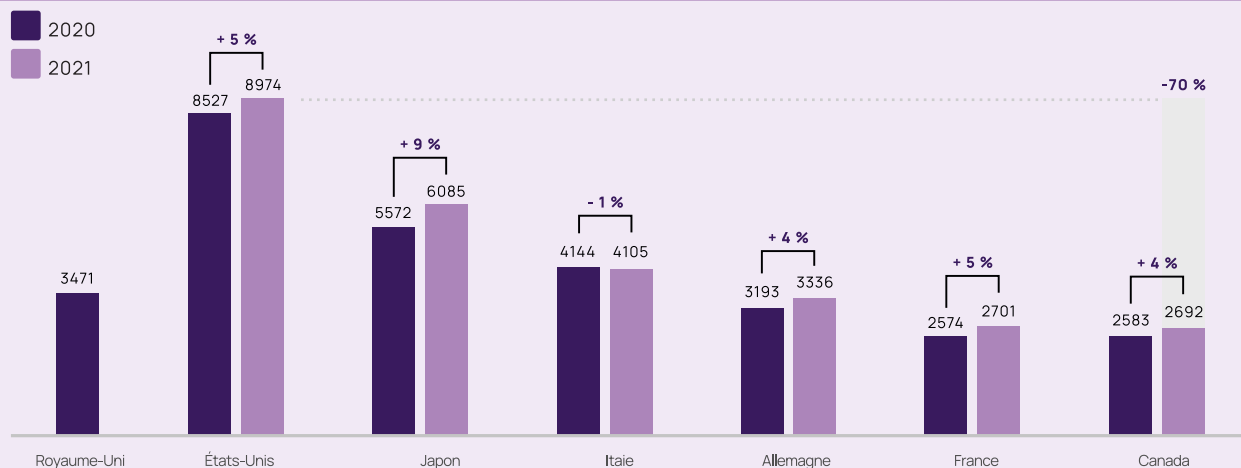


1. Sur la base de la formation de capital par travailleur salarié en monnaie nationale constante convertie en USD

C3 Investissement dans la propriété intellectuelle par travailleur (\$)

Investissement dans la propriété intellectuelle (PI) par travailleur¹

(2020-2021, USD)



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'investissement du Canada en M&M et en PI est inférieur à celui de la plupart des pays du G7.

Le Canada a augmenté ses investissements en propriété intellectuelle en 2021 par rapport à 2020. Par ailleurs, à l'exception du Royaume-Uni, le Canada est à la traîne des autres pays du G7 en 2021. La tendance générale pour le Canada depuis 2016 n'indique pas une direction prometteuse pour atteindre son objectif en 2030.

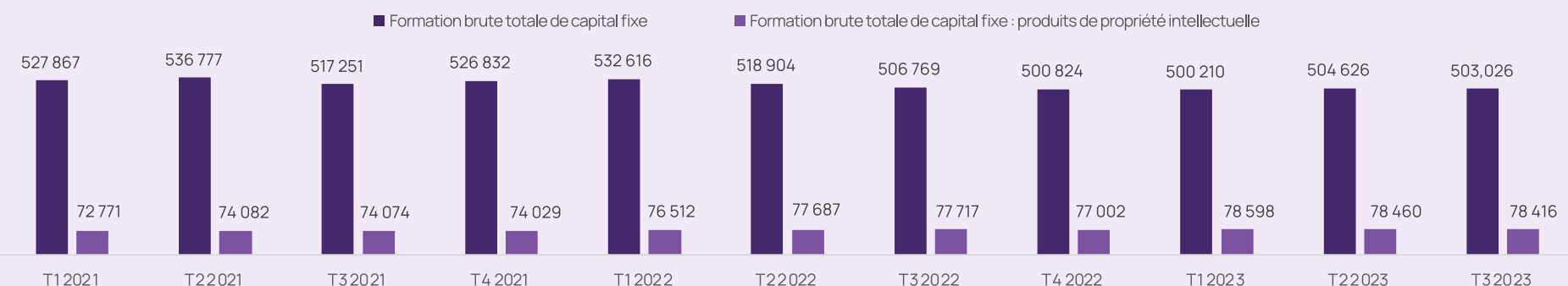
NOTES

Les données du Royaume-Uni ne sont pas disponibles pour 2021.

Les différences observées dans les investissements des pays dans la propriété intellectuelle au fil des ans par rapport à ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues aux dernières mises à jour de la source de données.

Propriété intellectuelle enchaînés (2017)

Désaisonnalisés aux taux annuels (\$ x 1 000 000, 2021-23)

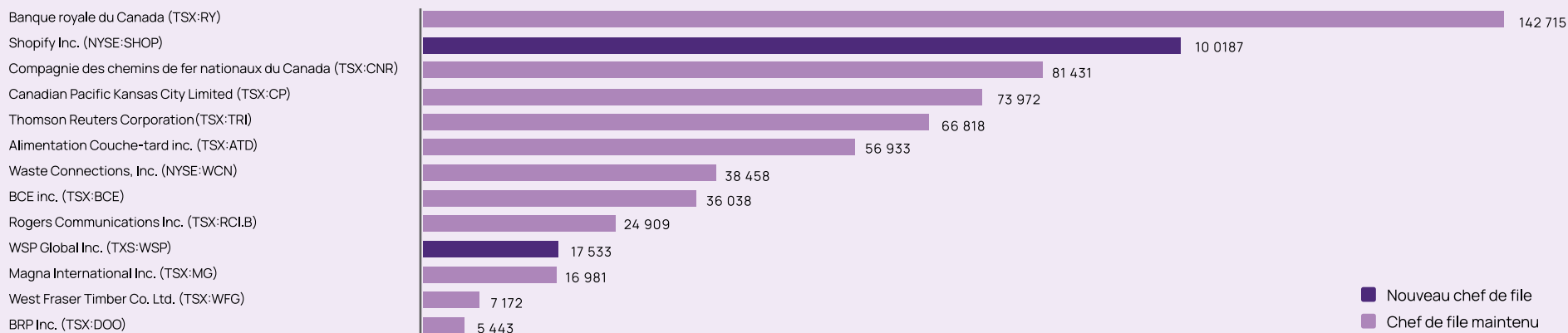


1. Sur la base de la formation de capital par travailleur salarié en monnaie nationale constante convertie en USD

Source : OCDE

D1 Leaders mondiaux canadiens

Leader canadien¹ sur la base de la capitalisation boursière (31 décembre 2023, en millions de dollars)



Anciens leaders (sur la base de la capitalisation boursière en 2022)

#	Entreprise	2022 Capitalisation boursière (millions de dollars)	2023 Capitalisation du marché (en millions de dollars)	Rank ¹	Notes
1	La Banque Toronto-Dominion (TSX:TD)	116 737	116 096	12	
2	Nutrien Ltd. (TSX:NTR)	44 341	27 955	20	
3	TELUS Corporation (TSX:T)	30 004	26 124	15	
4	Dollarama Inc. (TSX:DOL)	17 377	20 278	11	
5	GFL Environmental Inc. (TSX:GFL)	9 121	12 806	11	
6	CCL Industries Inc. (TSX:CCL.B)	8 588	8 021	11	
7	La Société Canadian Tire, Limitée (TSX:CTC.A)	6 916	6 288	25	
8	Spin Master Corp. (TSX:TOY)	3 341	2 736	15	
9	Shaw Communications Inc. (TSX:SJR.A)*	12 483	15 193	-	Fusion/Acquisition : Rogers Communications Inc. (TSX:RCL.B)

FAIT SAILLANT

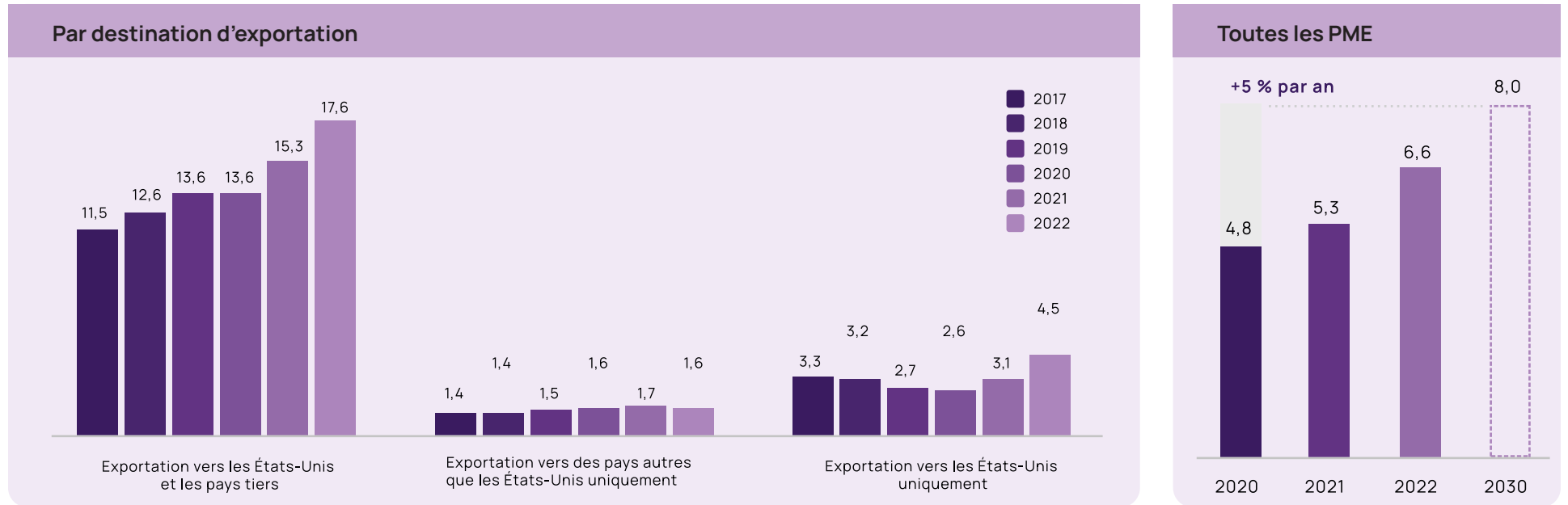
Le nombre de leaders canadiens est passé à 13, neuf ayant été retirés de la liste et deux y ayant été ajoutés.

NOTES

*La fusion entre Shaw Communications Inc. et Rogers Communications Inc. déclarée le 15 mars 2021 a entraîné l'omission de Shaw de la liste des chefs de file canadiens, car ses actions ordinaires ont été radiées de la Bourse de Toronto (TSX), de la Bourse de croissance de Toronto (TSX-V) et de la Bourse de New York (NYSE) vers le 4 avril 2023, à la suite de l'exécution du plan d'arrangement approuvé par le tribunal le 3 avril 2023.

1. Les entreprises classées parmi les 10 premières de leur secteur au niveau mondial sur la base de leur capitalisation boursière (au moins 1 milliard \$)

D2 Valeur moyenne des exportations par PME (en milliers de dollars)

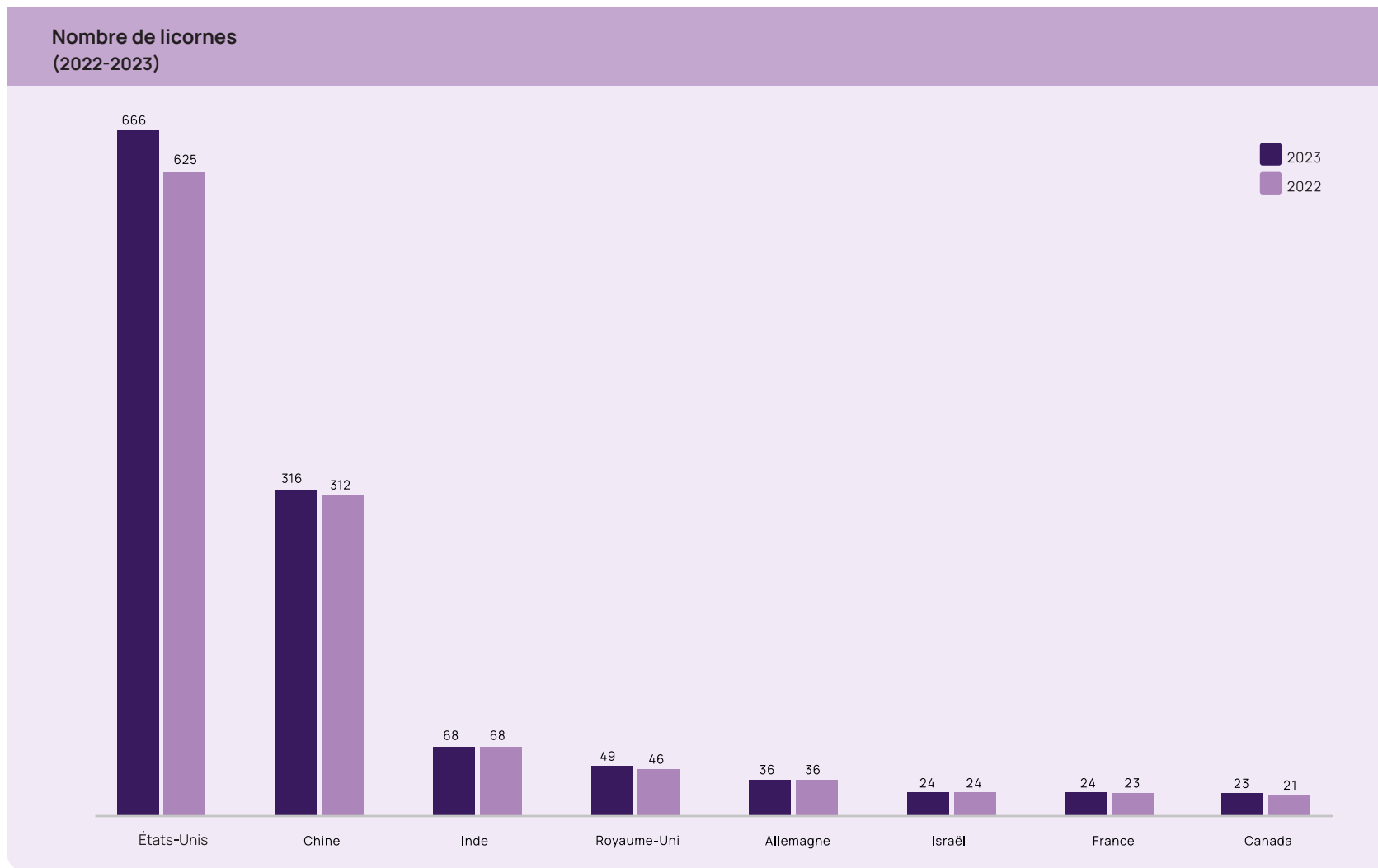


FAITS SAILLANTS

La valeur moyenne des exportations des PME a augmenté depuis 2020.

Le gouvernement canadien a pour objectif d'augmenter les exportations à l'étranger de 50 % entre 2018 et 2025, ce qui implique une augmentation annuelle d'environ 5 % en moyenne par année.

D3 Liste des « licornes »



FAITS SAILLANT

La liste des licornes illustre les réussites technologiques du Canada

Source : Indice Huron Unicorn

GT1 PIB par habitant

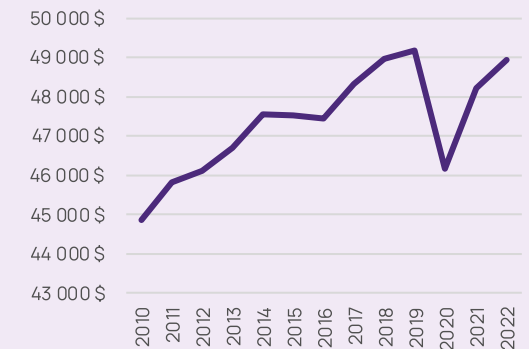


FAITS SAILLANTS

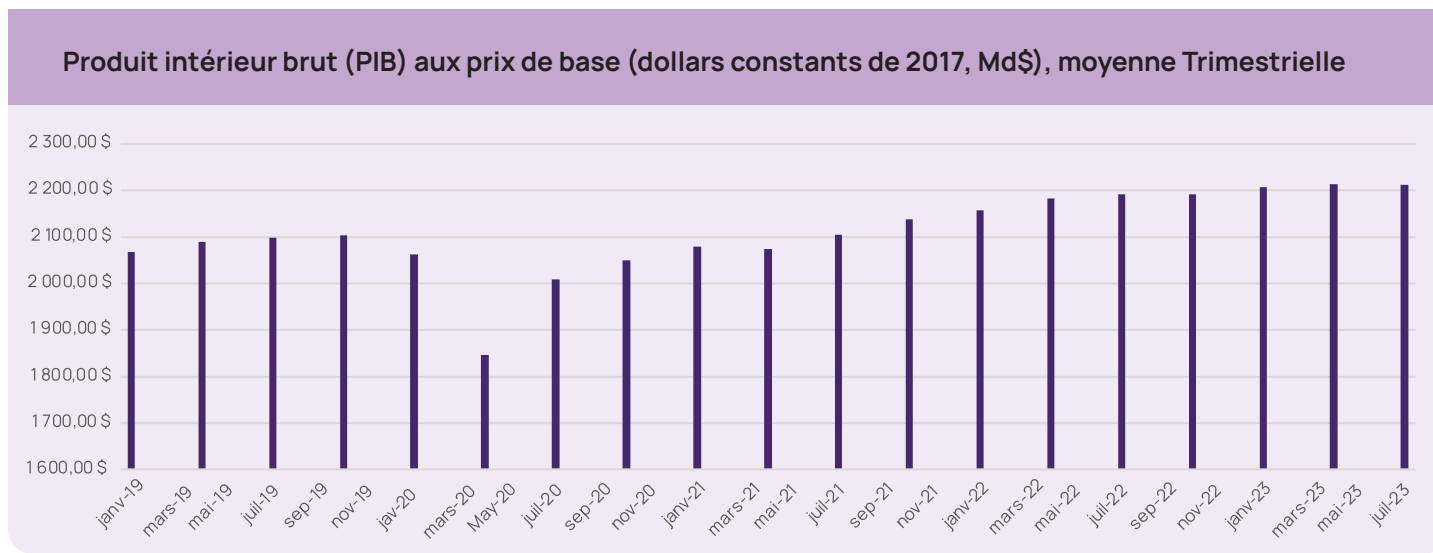
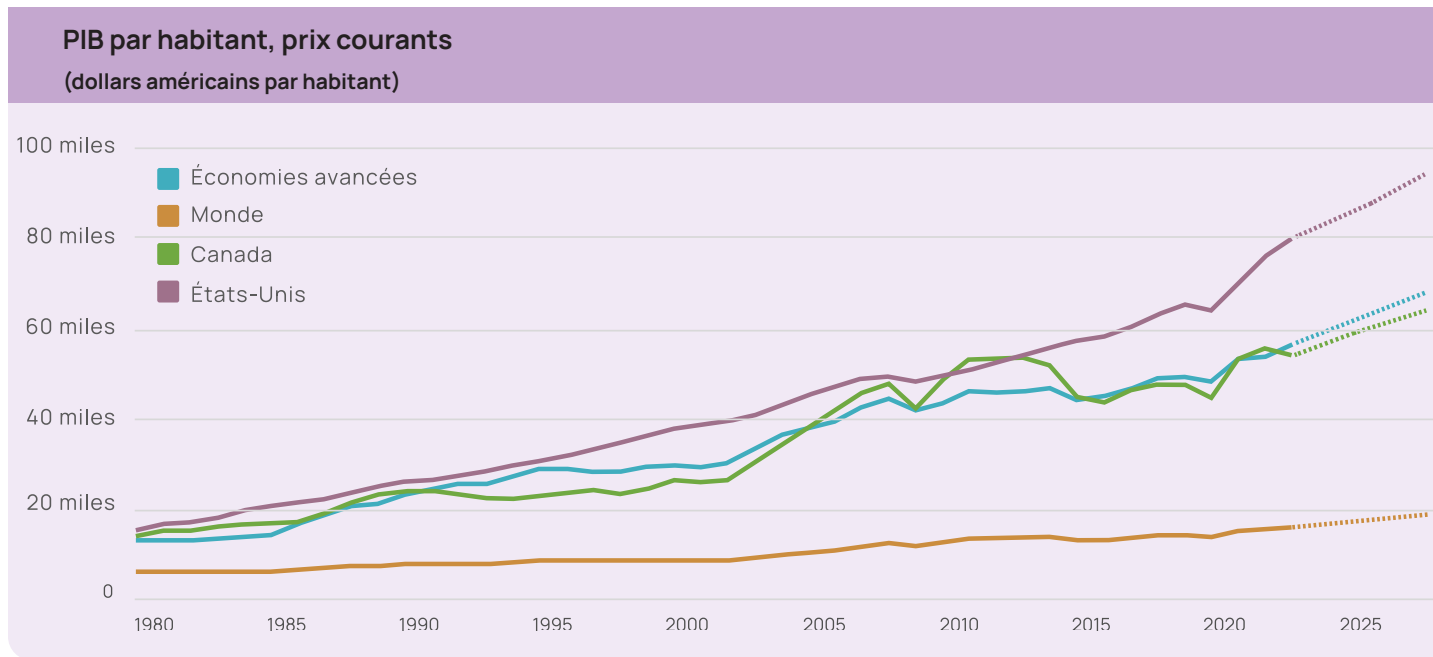
L'écart entre le PIB du Canada et celui des États-Unis par habitant s'est creusé à partir de 2019 et représentera ~15 800 \$ en 2022.

La croissance du PIB par habitant au Canada est inférieure à celle de la plupart des pays du G7 depuis 2010

PIB par habitant du Canada, PPA (\$)

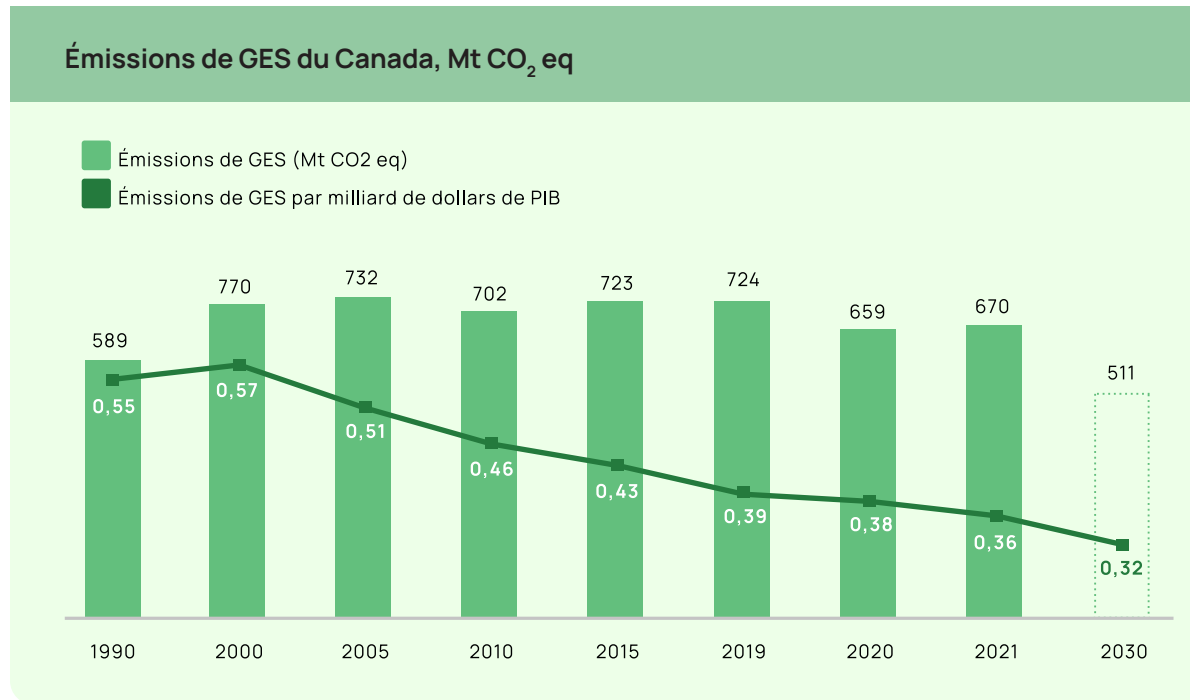


GT1 Prévisions du PIB par habitant



Source : World Economic Outlook (October 2023), Statistique Canada

E1 Émissions de GES par milliard de dollars de PIB



FAIT SAILLANT

En 2021, le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 2005 de 40 à 45 % jusqu'en 2030 dans le cadre de l'Accord de Paris.

NOTES

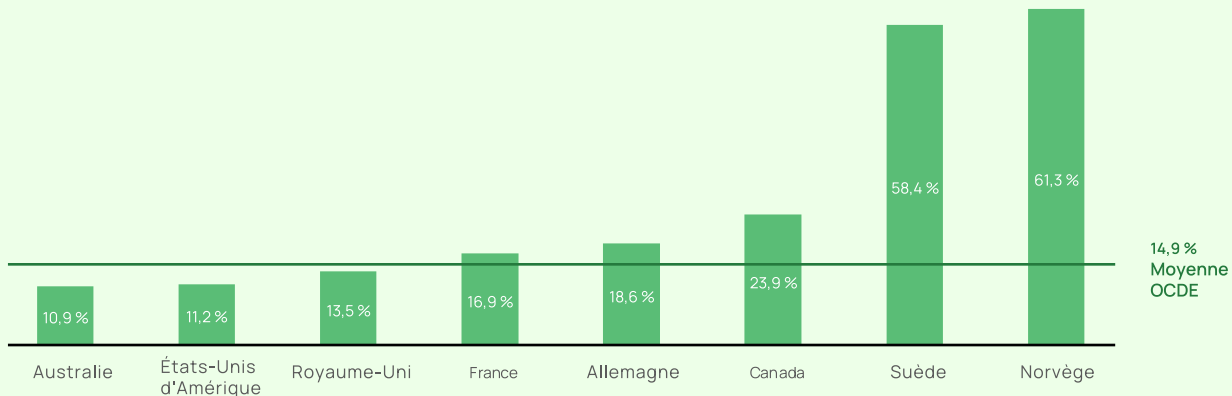
Des recalculs sont effectués chaque année sur les estimations des émissions de gaz à effet de serre précédemment déclarées par le Canada afin de refléter les mises à jour des données sources et de la méthodologie d'estimation. Les nouveaux calculs effectués dans cette dernière version de l'indicateur ont traduit une baisse des émissions pour toutes les années (de 1 % à 2 %).

La dernière année rapportée (2021) coïncide avec la deuxième année de la pandémie COVID-19, qui a touché un large éventail de secteurs économiques, y compris les secteurs de l'énergie et des transports. Les tendances à long terme présentées doivent être interprétées dans le contexte du ralentissement économique qui a influencé les résultats de 2019 à 2021.

Pour obtenir des informations plus approfondies et des prévisions plus étendues sur les tendances climatiques, vous pouvez consulter d'autres prévisions et rapports de l'Institut climatique du Canada. Veuillez noter que ces travaux ne sont pas directement liés à notre rapport actuel.

E2 Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie

Consommation totale d'énergie finale
(%, 2020)



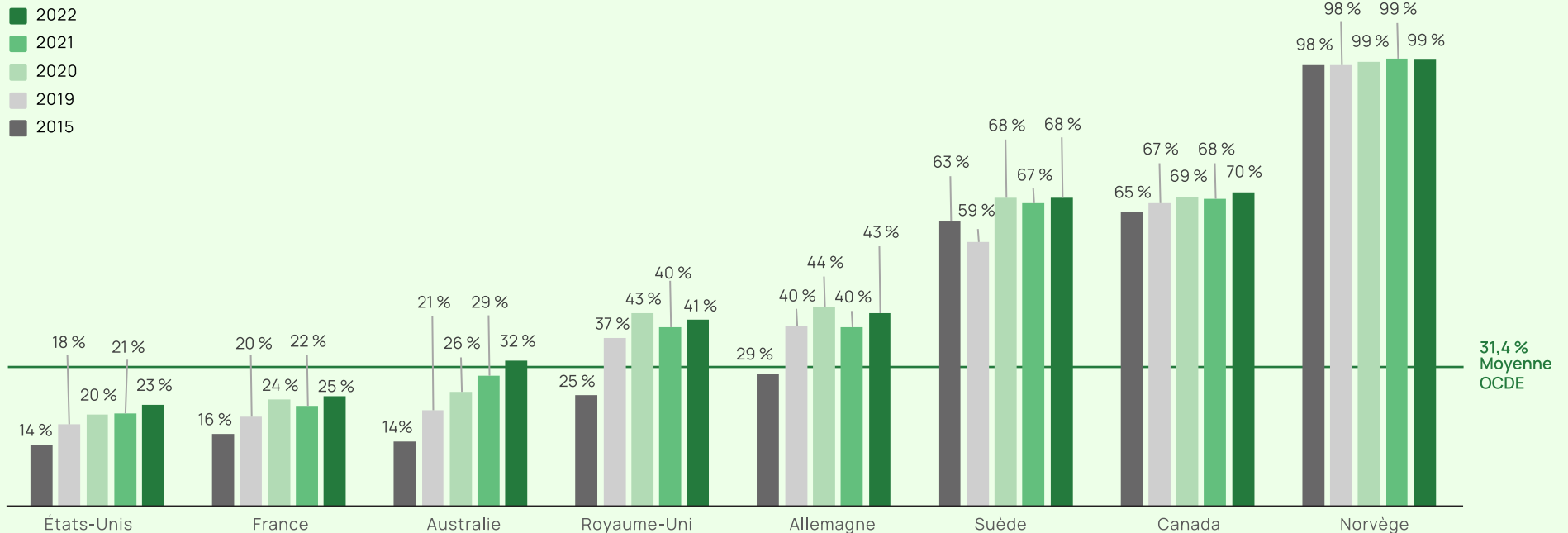
FAIT SAILLANT

La consommation d'énergie renouvelable du Canada est plus élevée que celle de la plupart de ses pairs et des membres de l'OCDE, à l'exception de certains pays scandinaves.

FAITS SAILLANTS

La part canadienne de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables est plus élevée que celle de la plupart des pays pairs et des membres de l'OCDE, à l'exception de certains pays scandinaves.

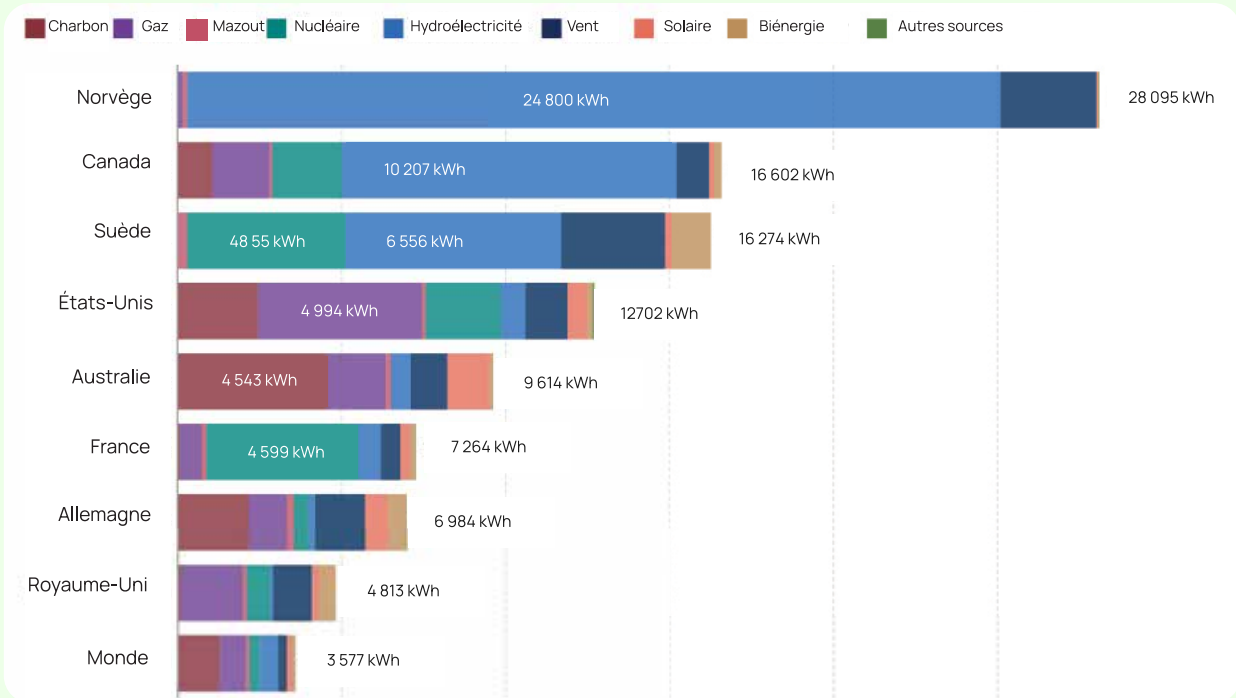
Part de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (%)



Source : Banque mondiale

FIGURE 1

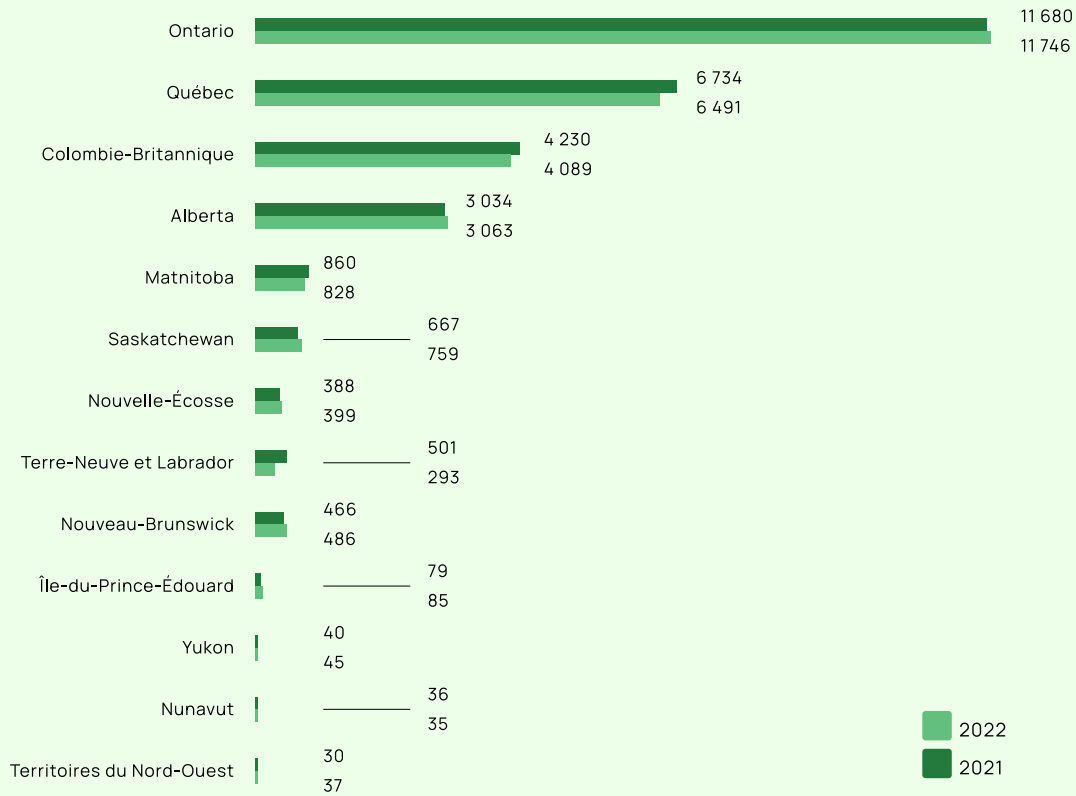
Production d'électricité par habitant et par source
(2022)



Source : Ember (2022); Energy Institute – Revue statistique de l'énergie mondiale (2023); Population basée sur diverses sources (2023)

E3 Contribution des technologies propres au PIB

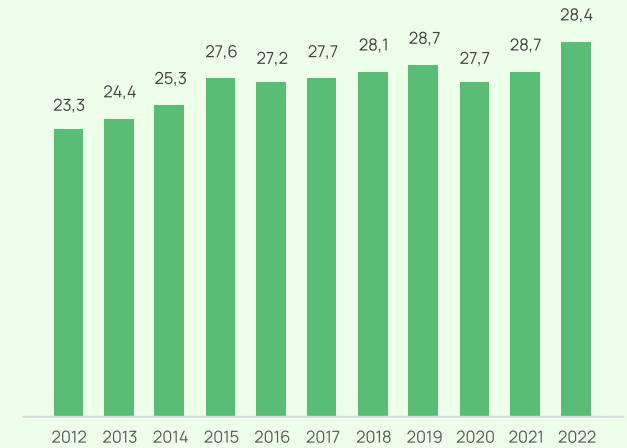
Total, produits de technologies propres par province (milliards \$)



FAITS SAILLANTS

La contribution des technologies propres au PIB du Canada a augmenté depuis 2020. Toutefois, il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par les tables de stratégie économique.

Total, produits de technologies propres (milliards \$)



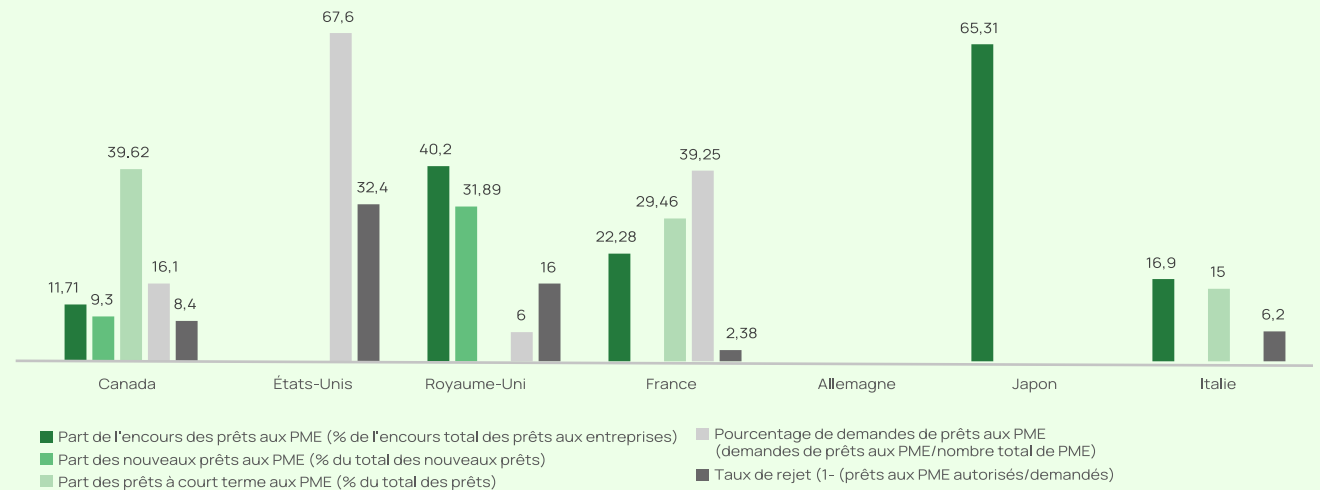
Source : Statistique Canada, Tableaux stratégiques économiques

F1 Classement pour le financement des PME (#)

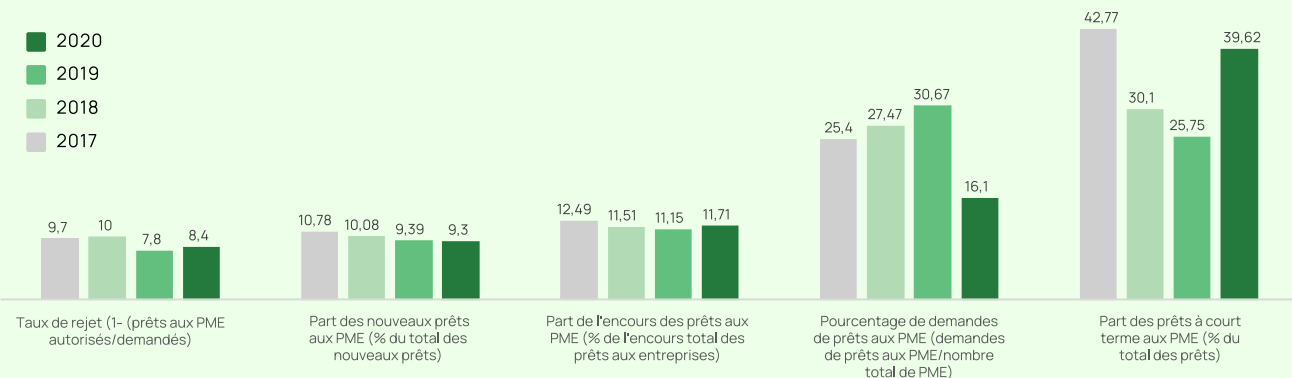
Financement des PME (2019) Indice de compétitivité mondiale 4.0

- 1 Finlande
- 2 États-Unis
- 3 -
- 4 Qatar
- 5 Taiwan, Chine
- 6 Singapour
- 7 Allemagne
- 8 Malaisie
- 9 Émirats arabes unis
- 10 Suisse
- 11 Nouvelle-Zélande
- 12 Norvège
- 13 Japon
- 14 Pays-Bas
- 15 Luxembourg
- 16 Royaume-Uni
- 17 Autriche
- 18 Suède
- 19 Arabie Saoudite
- 20 Guinée
- 21 Israël
- 22 Jordanie
- 23 Inde
- 24 Azerbaïdjan
- 25 Danemark
- 26 Oman
- 27 **Canada**
- 28 Islande
- 29 Thaïlande
- 30 Belgique

Pay du G7 (2020, %)



Canada (% , 2017-2020)

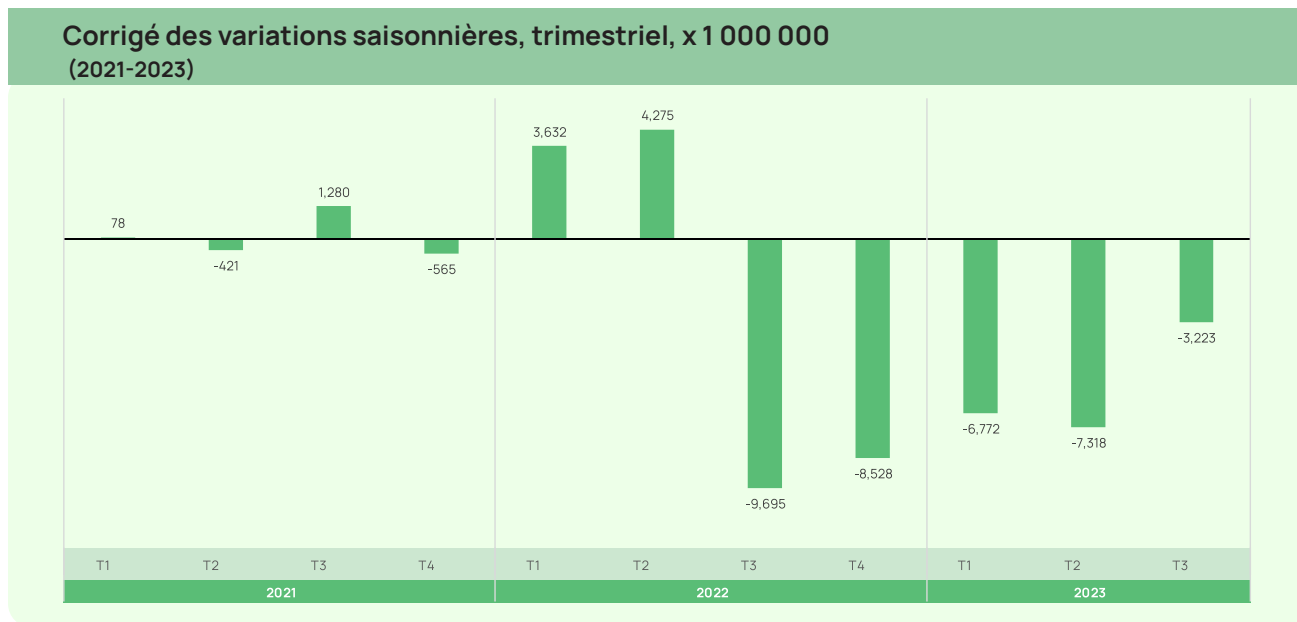
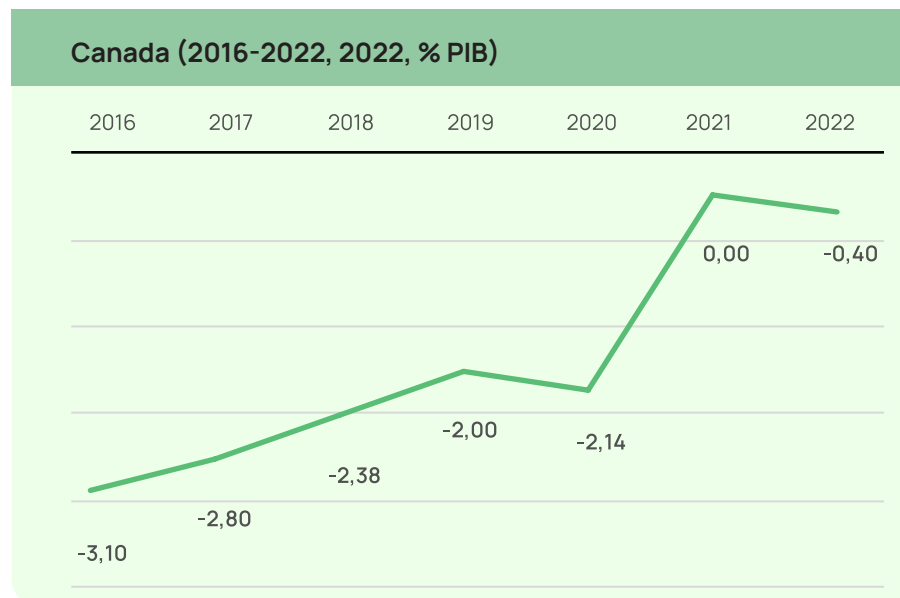
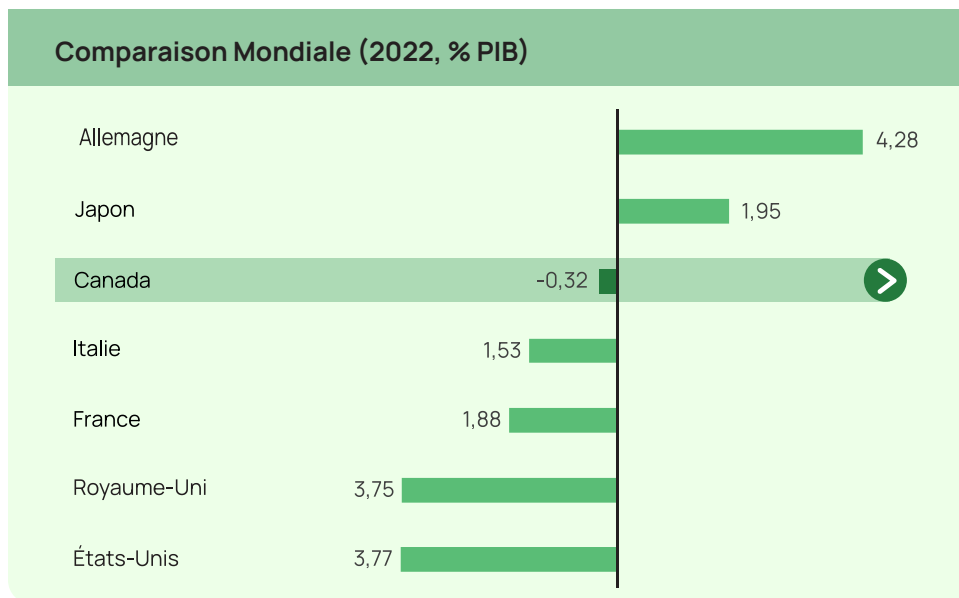


NOTES

Le classement mondial pour cet ICP n'a pas été mis à jour après 2019 par la source, l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial

Source : Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, OCDE

F2 Balance des paiements courants (% PIB)



FAITS SAILLANTS

Le Canada se rapproche de son objectif de maintenir la balance des paiements courants autour de 0 % du PIB.

NOTES

Les différences observées dans la balance des paiements courants de 2021 dans le graphique et ce que nous avons rapporté l'année dernière sont dues à des mises à jour de la source de données.

Composition industrielle et déficit commercial

FIGURE 2

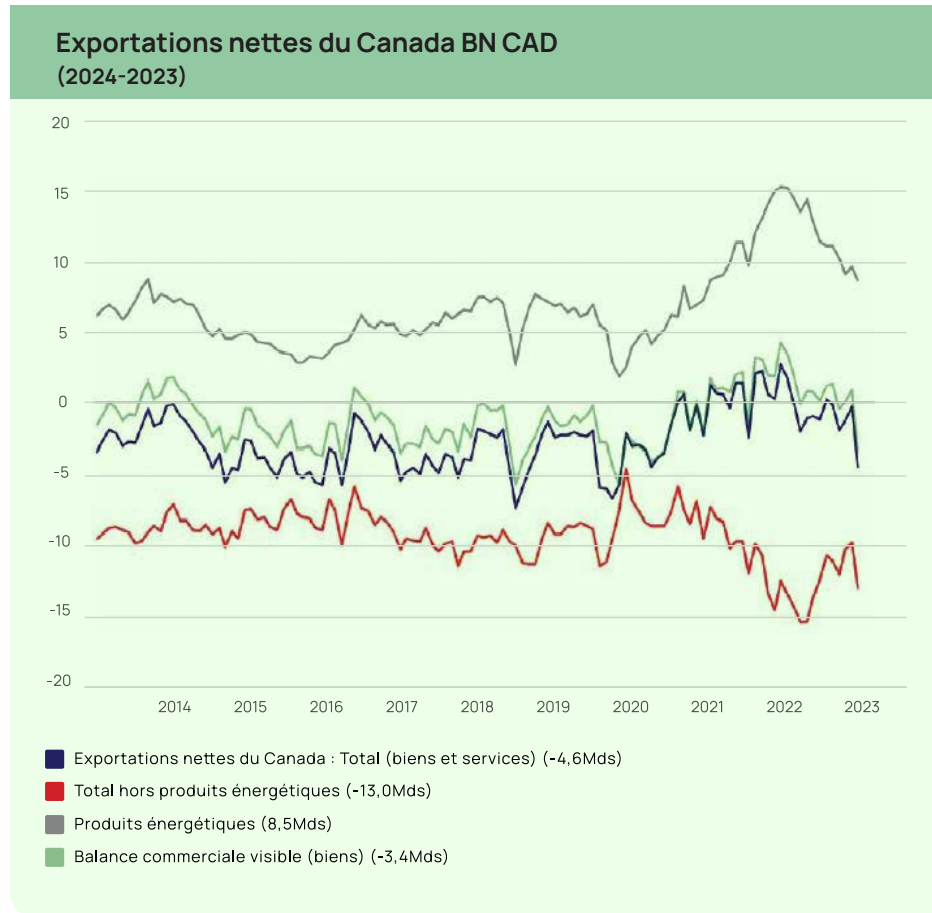
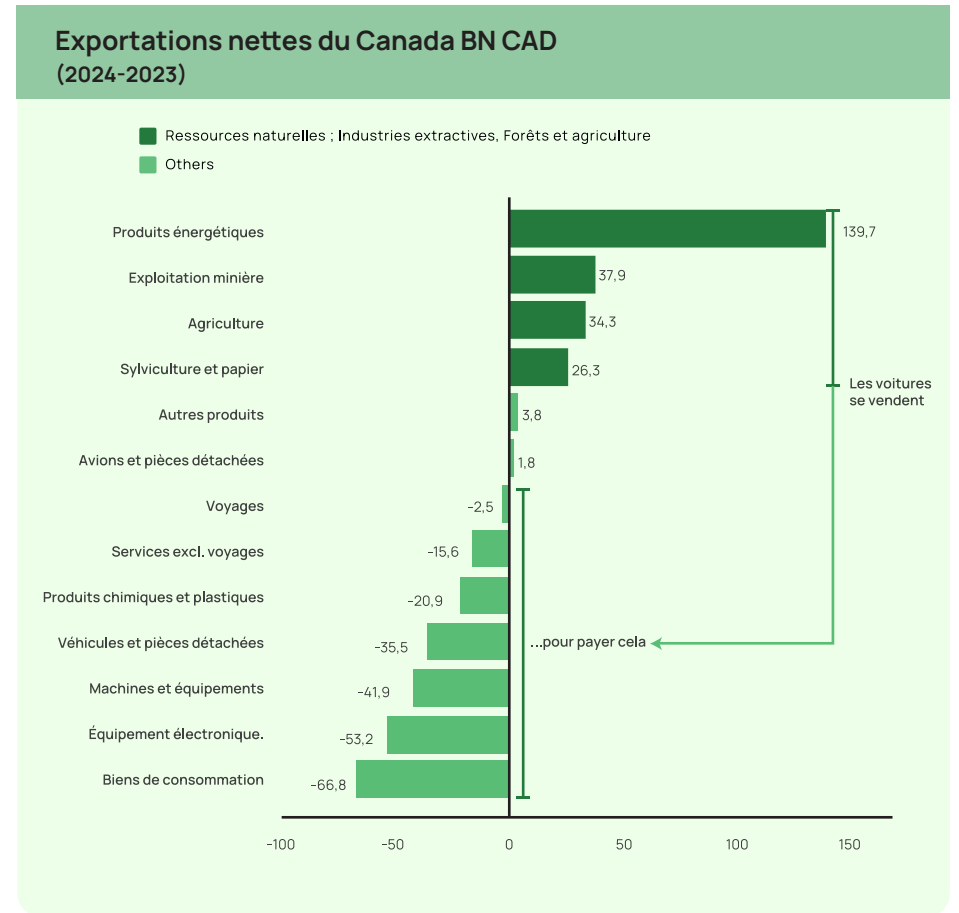
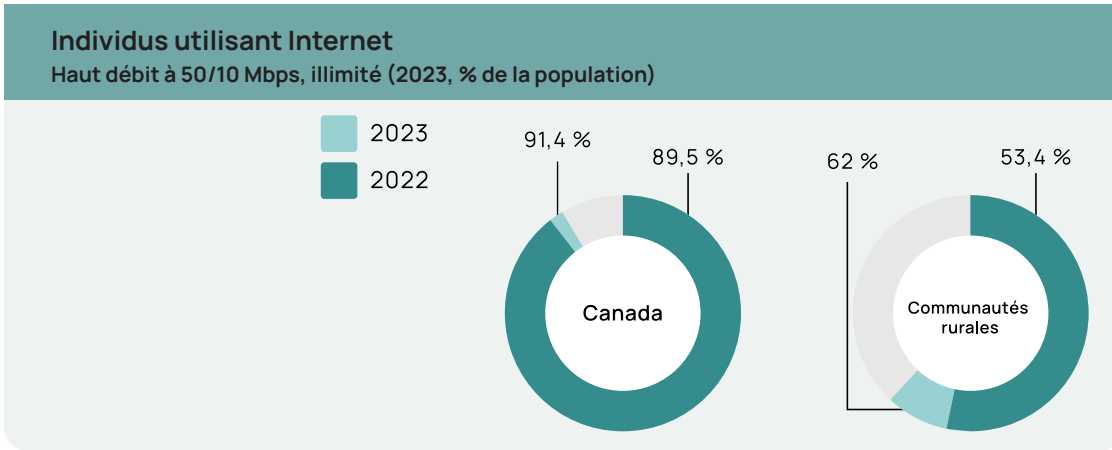


FIGURE 3



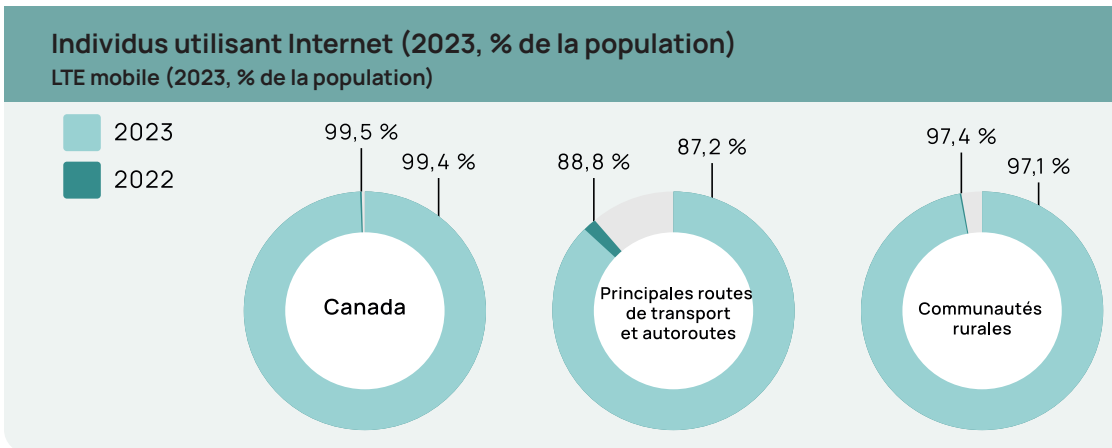
Source: The Business Council, Refinitiv Datastream, Acorn MC Ltd.

F3 Accès à la bande passante à haut débit en milieu rural (%)



FAIT SAILLANT

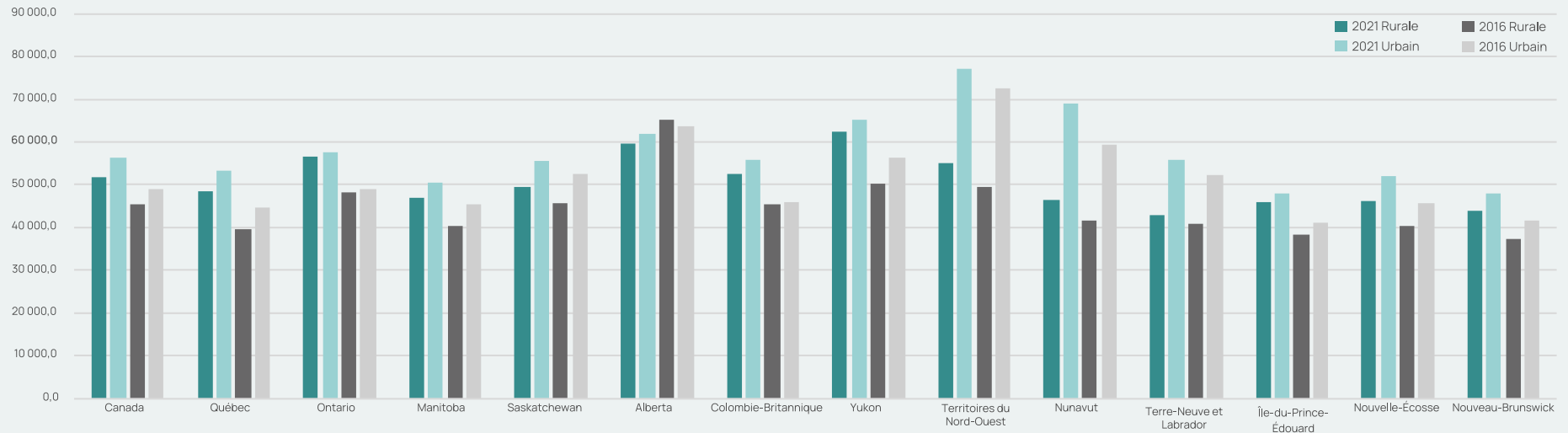
Le Canada est en bonne voie d'améliorer chaque année l'accès des zones rurales à la bande passante à haut débit, mais des lacunes subsistent.



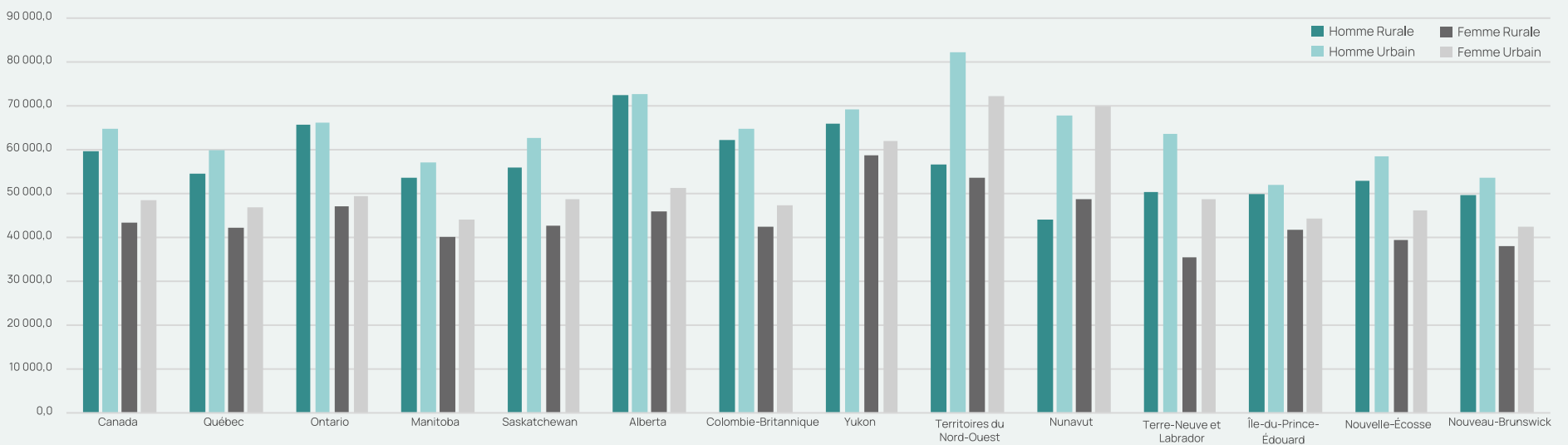
Source: Source : Commission de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Comblant la fracture rurale

Revenu total moyen - rurale vs urbain



Revenu total moyen en 2021 - rurale vs urbain et homme vs femmes



COALITION

POUR UN AVENIR MEILLEUR

